Mai 2008

Homophobie d'État

Une enquête mondiale sur
les lois qui interdisent la
sexualité entre adultes
consentants de même sexe

Daniel Ottosson

Un rapport de l'ILGA

© 2008 ILGA, Association internationale gay et lesbienne www.ilga.org

Contenu

Page

Afghanistan.....	7
Algérie	7
Angola.....	8
Antigua-et-Barbuda	8
Arabie Saoudite.....	8
Bahreïn.....	8
Bangladesh	9
Barbade	9
Belize	9
Bénin	10
Bhoutan	10
Botswana	10
Brunei	11
Burkina Faso	11
Code pénal (1996).....	11
Cameroun.....	11
Comores	11
Îles Cook (Pays associé à la Nouvelle-Zélande).....	12
République démocratique du Congo	12
Costa Rica	12
Chypre du Nord (République Turque de)	13
Djibouti	13
Dominique	13
Égypte.....	13
Emirats arabes unis	14
Érythrée	14
Éthiopie	14
Gambie.....	15
Gaza (Territoire de l’Autorité palestinienne)	15
Ghana	15
Grenade.....	15
Guinée	16
Guinée-Bissau	16
Guyana	16
Inde.....	16
Indonésie	17
Iran	17
Irak	18
Jamaïque	18
Kenya.....	19
Kiribati	19
Koweït	20
Lesotho	20
Liban	20
Libéria	20
Libye	21
Malaisie	21
Malawi	22
Maldives	22
Mauritanie	22

Maurice	23
Maroc.....	23
Mozambique.....	23
Myanmar/Birmanie.....	25
Namibie	25
Nauru.....	25
Népal.....	25
Niger	25
Nigeria	26
Niue (Nouvelle-Zélande)	27
Oman	28
Ouganda	28
Ouzbékistan	28
Pakistan.....	28
Palau (République de Belau)	29
Panama	29
Papouasie-Nouvelle-Guinée	29
Qatar	29
Saint-Christophe-et-Niévès	30
Sainte-Lucie.....	30
Saint-Vincent-et-les-Grenadines.....	30
Îles Salomon.....	31
Samoa (État indépendant des)	31
Sao Tomé-et-Principe	32
Sénégal	32
Sierra Leone.....	32
Singapour	33
Somalie	33
Soudan	33
Sri Lanka.....	34
Swaziland.....	34
Syrie	34
Tanzanie	34
Togo	35
Tokelau (Nouvelle-Zélande)	35
Tonga.....	36
Trinité-et-Tobago	36
Tunisie	36
Turkménistan	36
Tuvalu.....	37
Yémen.....	37
Zambie	37
Zimbabwe	38
Vue générale des droits LGBTI dans le monde	38
Sources.....	42
Notes	51

L'homophobie est la peur, l'aversion ou la discrimination envers l'homosexualité ou les personnes homosexuelles ; la haine, l'hostilité ou la désapprobation des homosexuels.

Le nombre impressionnant de lois mentionnées dans ce rapport tente de montrer l'ampleur de l'homophobie d'État dans le monde. En 2008, pas moins de 86 États membres des Nations unies criminalisent toujours les relations sexuelles consenties entre adultes de même sexe, promouvant ainsi institutionnellement une culture de la haine. Parmi ces derniers, 7 disposent d'une législation dont la peine de mort est la sanction. À ces 86 pays on doit ajouter 6 provinces ou unités territoriales qui punissent également l'homosexualité d'emprisonnement.

Avec cette publication, l'Association Internationale Lesbienne et Gay, une fédération vieille de 30 ans qui rassemble plus de 670 groupes lesbiens, gay, bi, trans et intersexe de plus de 100 pays, espère élever le niveau de conscience de cette réalité, qui demeure ignorée d'une vaste majorité des gens.

Bien que beaucoup de pays listés dans ce rapport n'appliquent pas systématiquement ces lois, leur seule existence renforce une culture dans laquelle une part significative des citoyens a besoin de se cacher du reste de la population par peur. Une culture dans laquelle haine et violence sont, d'une manière ou d'une autre, justifiées par l'État, et contraignent des personnes à l'invisibilité ou au déni de ce qu'elles sont vraiment.

Qu'elles aient été exportées par les empires coloniaux ou qu'elles résultent de législations inspirées par des convictions religieuses, sinon qu'elles découlent directement d'une interprétation conservatrice de textes religieux, les lois homophobes sont le résultat d'une certaine époque et d'un contexte historique. L'homophobie est culturelle. L'homophobie, la lesbophobie et la transphobie ne sont pas innées. Les gens les apprennent en grandissant.

Dans l'affaire Toonen c. Australie, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a confirmé en mars 1994 que les lois criminalisant une activité sexuelle consensuelle violent le droit à la vie privée ainsi que le droit à l'égalité devant la loi sans aucune discrimination, en infraction des articles 17(1) et 26 du Pacte international sur les droits civils et politiques.

Le Comité a considéré en outre que de telles lois interfèrent avec les droits afférents à la vie privée, qu'ils soient ou non activement appliqués, et « vont à l'encontre de la mise en oeuvre de programme d'action effective en ce qui concerne le VIH/sida » en poussant des communautés marginalisées à la clandestinité.

Les obligations internationales des États de respecter les droits humains de toutes les personnes, sans considération de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, ont été récemment articulées dans les « Principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre. » Ces Principes ont été élaborés et adoptés à l'unanimité par un groupe distingué d'experts des droits humains, issus de diverses régions et milieux. Ces experts comprenaient des juges, des universitaires, un ancien Haut Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, des membres des procédures spéciales des droits de l'homme de l'ONU, des membres d'organismes de droit international, des personnes issues de la société civile et d'autres encore.

Le principe 2 des Principes de Jogjakarta affirme le droit de toutes les personnes à l'égalité devant la loi sans discrimination sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, et confirme spécifiquement l'obligation des États à « abroger toutes les dispositions pénales et judiciaires qui interdisent ou qui, dans les faits, sont utilisées pour interdire à des personnes de même sexe en âge de consentement de s'adonner à des activités sexuelles consenties, et garantir qu'un même âge de consentement s'applique aussi bien à l'activité sexuelle entre personnes de même sexe qu'à celle entre personnes de sexe opposé. »

Le principe 6 des Principes de Jogjakarta affirme le droits de toutes les personnes, abstraction faite de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, à jouir de la vie privée sans interférence arbitraire ou illégale, et confirme l'obligation des États d' « abroger toutes les lois pénalisant l'activité sexuelle consentie entre personnes de même sexe en âge de consentement, et garantir qu'un même âge de consentement s'applique aussi bien aux activités sexuelles entre personnes de même sexe qu'à celles entre personnes de sexe opposé. »

Le Haut Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme a salué les Principes de Jogjakarta comme un « rappel opportun » des principes de base de l'universalité et de la non-discrimination, et a noté que « le respect pour la diversité culturelle est insuffisant à justifier l'existence de lois qui violent les droits fondamentaux à la vie, à la sécurité et à la vie privée en criminalisant des relations privées inoffensives entre adultes consentants. »

Il est important de remettre ce débat à sa place : à l'agenda des droits humains. Un total de 60 États a soutenu publiquement le sujet de l'orientation sexuelle à la Commission des Nations unies sur les droits de l'homme et au Conseil des droits de l'homme depuis 2003. La criminalisation des activités consensuelles entre personnes de même sexe est contestée par des ONG et des États dans l'actuel Examen périodique universel.

La décriminalisation des activités entre personnes de même sexe est aussi pressante que jamais. Le combat pour le respect de toute minorité doit être le combat de tous. Nous croyons que la reconnaissance des minorités sexuelles comme composantes de nos sociétés civiles et la reconnaissance de leurs droits humains peut contribuer à apprendre à vivre ensemble, c'est-à-dire à apprendre la démocratie.

Rosanna Flamer Caldera et Philipp Braun

Co-secrétaires généraux de l'ILGA (Association International Gay et Lesbienne)

L'Association Internationale Gay et Lesbienne (International Lesbian and Gay Association) est un réseau international d'associations nationales et locales dont le but est la reconnaissance d'une égalité de droits pour les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transgenres (LGBT) partout à travers le monde.

Fondée en 1978, elle regroupe maintenant plus de 670 organisations. Tous les continents et environ 100 pays sont représentés. À ce jour, l'ILGA est la seule fédération communautaire internationale non gouvernementale qui concentre ses activités sur le combat des discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

www.ilga.org

L'information est l'un des outils les plus importants lorsqu'il s'agit, en pratique, de travailler pour la défense des droits humains, si elle est relayée par des campagnes de protestation, des actions de lobbying, des actions diplomatiques...

Cependant, la collecte d'informations sur la situation juridique concernant les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transgenres peut se révéler difficile, parce que les lois changent fréquemment, mais aussi parce que les sources sont parfois incertaines ou carrément inexistantes. C'est pourquoi nous voudrions, avec ce rapport, donner une information qui soit aussi précise et à jour que possible sur la question de la législation relative aux actes sexuels entre personnes du même sexe.

Cette compilation s'appuie sur des études générales et spécifiques des lois ou, lorsque de telles données n'étaient pas disponibles, sur des informations de seconde main. Comme nous voulons donner ici les informations les plus récentes, beaucoup de sources sont des sites (gouvernementaux et non gouvernementaux) plutôt que des documents imprimés.

Cette étude ne traite que de la législation criminalisant les actes sexuels consentis entre personnes du même sexe, ayant atteint la majorité sexuelle, dans un cadre privé. Les lois concernant de tels actes en public, avec des personnes n'ayant pas atteint la majorité sexuelle, commis par la force et/ou dans toute autre circonstance ne sont pas prises en compte. L'étude ne retient pas non plus les pays où sont autorisés les actes sexuels consentis entre personnes du même sexe, ayant atteint la majorité sexuelle, dans un cadre privé.

Quelques législations, par exemple les lois réprimant les actes homosexuels au Lesotho, en Namibie et au Swaziland se réfèrent à la Common Law. Cette Common Law (droit coutumier ou jurisprudentiel) est un système juridique anglo-saxon fondé sur la jurisprudence des tribunaux (décisions antérieures) au lieu de lois écrites.

Nouveautés dans cette édition

Depuis le 1^{er} février 2008, la sodomie est dépénalisée au Nicaragua. L'interdiction édictée par l'ancien article 204 a été ôtée du nouveau Code pénal (Loi N° 641, publiée dans le Journal officiel n° 232 du 3 décembre 2007). En outre, le nouveau Code pénal érige en circonstance aggravante le crime commis en raison de l'orientation sexuelle. Ce nouveau Code pénal interdit également les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle. En conséquence, l'article concernant le Nicaragua a été retiré de ce rapport.

Nouveaux également dans ce rapport, les articles concernant les Comores, le Burkina Faso et le Niger. Nous avons découvert que les actes homosexuels sont interdits aux Comores, que ce soit entre hommes ou entre femmes. Le Burkina Faso et le Niger ont également des lois susceptibles d'être utilisées contre des actes homosexuels. La loi gambienne quant à elle a été modifiée en 2005 afin d'inclure les actes sexuels entre femmes, modification incluse dans ce rapport.

Les références à toutes les législations se trouvent dans les notes de bas de page. Les listes des notes de bas de page et des sources se trouvent en fin de document.

Cette année nous avons également intégré dans ce rapport une liste des pays classés selon

l'impact de leur législation sur la communauté LGBT. Cela permettra au lecteur d'avoir un panorama rapide et complet des législations dans le monde, depuis les pays réprimant les actes homosexuels par la peine de mort aux quelques uns accordant le droit d'adopter aux couples de même sexe.

Dans le même ordre d'idée, l'ILGA publie sur son site internet une carte des droits LGBT qui peut être utilisée pour sensibiliser les populations aux lois qui touchent la communauté LGBT dans le monde. Elle est disponible sur www.ilga.org.

**Daniel Ottosson, Södertörn University College
Stockholm, Suède.**

Ce rapport de l'ILGA est libre de tout droit pourvu que mention soit faite de l'auteur et de l'ILGA - International Lesbian and Gay Association. Des versions informatique sous format Word de ce rapport sont disponibles pour être imprimés par des groupes ou organisations. Nous tenons à remercier les nombreux volontaires qui ont traduit ce rapport en français, espagnol et portugais. Si vous avez quelque information à ajouter à cette compilation, nous vous serions reconnaissants de contacter l'ILGA à information@ilga.org.

Afghanistan

Homme/ Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal, 1976¹

Chapitre Huit : Adultère, Pédérastie, Violations de l'honneur

Article 427: (1) « Une personne qui commet l'adultère ou la pédérastie sera punie d'un long emprisonnement.

(2) Dans l'un des cas suivants, la commission de l'acte spécifié précédemment est considérée comme une circonstance aggravante :

a. Dans le cas où la personne contre qui le crime a été commis avait moins de dix-huit ans.

b. ...»

Selon la terminologie afghane, il apparaît que « pédérastie » désigne les actes homosexuels, non la pédophilie, qui tombe pour sa part sous le coup de la section a) de l'article 427. La loi islamique (Charia), qui réprime les actes homosexuels jusqu'à la peine de mort est appliquée avec la loi pénale codifiée. Néanmoins, nous n'avons pas connaissance de cas où une sentence de mort aurait été prononcée contre des actes homosexuels après la fin du pouvoir taliban.

Algérie

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal (ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966)^{2 3}

Article 338 - « Tout coupable d'un acte d'homosexualité est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2000 DA [dinars algériens].

Si l'un des auteurs est mineur de dix-huit ans, la peine à l'égard du majeur peut être élevée jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 10.000DA [dinars algériens] d'amende. »

Angola

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Code pénal du 16 septembre 1886 ⁴ (hérité de l'ère coloniale portugaise)

Les articles 70 et 71 ont ajouté des mesures de sécurité à l'encontre des personnes commettant régulièrement des actes contre-natures, disposant que ces personnes doivent être envoyées en camp de travail.

Pour le texte de loi en portugais: Voir Mozambique

Antigua-et-Barbuda

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Loi sur les crimes sexuels de 1995 (loi n° 9)⁵

Sodomie

Article 12. (1) « Une personne qui commet la sodomie est coupable d'une infraction et est passible d'une condamnation à de l'emprisonnement -

- (a) à vie, s'il est commis par un adulte sur un mineur,
- (b) de quinze ans, s'il est commis par un adulte sur un autre adulte,
- (c) de cinq ans, s'il est commis par un mineur.

(2) Dans ce paragraphe, 'sodomie' s'entend de la relation sexuelle, par voie anale, par un homme avec un homme ou par un homme avec une femme. »

Grave indécence

Article 15. « (1) Une personne qui commet un acte de grave indécence avec ou envers une autre est coupable d'une infraction et passible d'une condamnation à un emprisonnement -

- (a) de dix ans, s'il est commis sur un mineur de seize ans ;
  - (b) de cinq ans, s'il est commis sur une personne de seize ans ou plus.
- (2) Le sous paragraphe (1) ne s'applique pas à un acte de grave indécence commis en privé par
- (a) un mari et sa femme, ou
  - (b) un homme et une femme ayant chacun seize ans ou plus.

(3) Un acte de 'grave indécence' est un acte, autre que la relation sexuelle (naturelle ou non) par une personne, impliquant l'utilisation des organes génitaux aux fins de l'excitation ou de la satisfaction d'un désir sexuel. »

Arabie Saoudite

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Il n'existe pas de loi pénale codifiée en Arabie Saoudite. A la place, les tribunaux du pays appliquent strictement la Charia (loi islamique). Selon son interprétation, la sodomie est un crime. Pour un homme marié, elle prévoit la mort par lapidation; pour un célibataire, la flagellation ainsi qu'un exil d'un an. La mort par lapidation s'applique à tout non-musulman coupable de sodomie avec un musulman. Pour être condamnée, la sodomie doit être prouvée soit par aveu de l'accusé renouvelé à quatre reprises, soit sur « le témoignage de quatre musulmans dignes de confiance ». ⁶ De plus, en application de la Charia, tout relation sexuelle hors mariage est illégale en Arabie Saoudite, y compris les relations sexuelles entre femmes. ⁷

Bahreïn

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

Code pénal de 1976, Décret-loi n° 15 ⁸

Article 347

« La sodomie est un acte illégal puni par une peine de dix ans d'emprisonnement maximum ».

Bangladesh

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code pénal de 1860 (Loi XLV de 1860) (modifié) ⁹

Article 377 « Infractions contre nature »

« Quiconque a, volontairement, une relation charnelle contre l'ordre de la nature avec un homme, une femme ou un animal, sera puni d'un emprisonnement sous l'une ou l'autre forme, qui peut être à vie, ou jusqu'à 10 ans, et sera également passible d'amende.

Explication: la pénétration est suffisante pour constituer l'infraction décrite dans ce paragraphe. »

Barbade

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Loi sur les crimes sexuels de 1992, Chapitre 154 ¹⁰

Sodomie

Article 9. « Toute personne qui commet la sodomie est coupable d'une infraction et passible d'une condamnation à un emprisonnement à vie. »

Grave indécence

Article 12. (1) « Une personne qui commet un acte de grave indécence sur ou envers une autre ou incite un autre à commettre cet acte avec elle ou une tierce personne est coupable d'une infraction et, si elle est commise sur une personne de 16 ans ou plus ou si la personne incitée a 16 ans ou plus, est passible d'une condamnation à 10 ans d'emprisonnement.

(2) Une personne qui commet un acte de grave indécence sur un enfant de moins de 16 ans ou qui incite un enfant mineur de cet âge à un tel acte avec elle ou une tierce personne, est coupable d'une infraction et est passible d'une condamnation à 15 ans d'emprisonnement.

(3) Un acte de 'grave indécence' est un acte, naturel ou non, par une personne, impliquant l'utilisation des organes génitaux dans le but de l'excitation ou de la satisfaction d'un désir sexuel. »

Belize

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Lois essentielles de Belize, édition révisée de 2003¹¹ Code pénal [CAP. 101]

Agression aggravée

Article 45.

«Toute personne qui commet une agression illégale d'un des types suivants, à savoir

(a) agression d'une personne agissant comme officier judiciaire ou gardien de la paix, ou

(b) agression d'un ecclésiastique dans l'exercice de ses fonctions, ou

(c) agression d'une personne dans un tribunal, ou agression sur une personne pour l'empêcher d'accomplir, ou du fait qu'il accomplit ou a accompli quoi que ce soit en tant que partie, agent, conseil, témoin, dans une procédure judiciaire, ou

(d) agression avec l'intention de commettre, ou dans la commission ou la tentative de commettre tout autre crime, ou

(e) agression avec un instrument ou des moyens mortels ou dangereux, ou

(f) agression contre la pudeur d'une autre personne, homme ou femme, ou

(g) agression d'un enfant mâle ou d'une femme d'une telle nature qu'elle ne peut, de l'opinion du tribunal, être convenablement punie au titre du paragraphe 44,

est coupable d'une agression aggravée et, sera condamné à une peine de 2 ans d'emprisonnement:

attendu que, concernant un attentat à la pudeur commis à l'encontre d'une femme ou de l'agression aggravée

contre un enfant mâle ou toute femme, la personne coupable en application de ce paragraphe sera passible d'un emprisonnement de trois ans au lieu de deux ans. »

Le crime contre nature

Article 53.

« Toute personne qui a eu une relation charnelle contre l'ordre de la nature avec une personne ou un animal est passible d'un emprisonnement de dix ans. »

Bénin

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal de 1996¹²

Article 88 - « Quiconque commet un acte indécent ou un acte contre nature avec un individu du même sexe sera puni de 1 à 3 ans de prison et d'une amende de 100 000 à 500 00000 francs. »

Bhoutan

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal du Bhoutan de 2004¹³

Du sexe contre nature

Article 213. « Un défendeur (ou prévenu) est coupable d'infraction de sexe contre-nature, s'il se livre à la sodomie ou à toute autre conduite sexuelle contraire à l'ordre de la nature. »

Classification du sexe contre nature

Article 214. «L'infraction de sexe contre nature est un petit délit.»

Catégories d'infractions

Article 3. «Aux fins du présent Code pénal, les catégories d'infractions sont les suivantes:

(c) Une infraction sera un petit délit s'il est désigné comme tel dans le présent Code pénal ou d'autres lois, et donne lieu à une sentence d'emprisonnement de moins d'un an et à une sentence d'au moins un mois pour le défendeur condamné. »

Botswana

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Chapitre 08:01 du CODE PENAL¹⁴

« Article 164. Délits contre-nature

Toute personne qui

(a) a une relation charnelle contre l'ordre naturel avec toute personne ;

(b) a une relation charnelle avec un animal; ou

(c) permet à toute autre personne d'avoir une relation charnelle contre l'ordre naturel avec lui ou elle, est coupable de délit et passible d'une peine maximale de 7 ans d'emprisonnement. »

« Article 165. Tentatives de délit contre-nature

Toute personne qui tente de commettre l'un des délits mentionnés à l'article 164 est coupable de délit et passible d'une peine maximale de 5 ans d'emprisonnement. »

« Article 167. Outrage aux mœurs entre personnes

Toute personne qui, en public ou en privé, commet tout acte d'outrage aux mœurs avec une autre personne ou offre à une autre personne des services pour commettre avec lui ou elle un outrage aux mœurs, ou offre à une autre personne les moyens de commettre avec lui ou elle ou avec une autre personne un outrage aux mœurs, ou tente d'offrir à une autre personne la commission d'un tel acte par lui-même ou elle-même ou par toute autre personne, que ce soit de façon publique ou privée est coupable de délit. »

Brunei

Homme/Homme | Illégal | Femme/Femme | Légal

Code pénal, chapitre 22¹⁵, édition révisée de 2001

Délits contre-nature.

Article 377. « Toute personne ayant une relation charnelle volontaire contre nature avec un homme, une femme ou un animal, sera puni d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 10 ans et sera également passible d'une amende. [S 12/97]

Explication : La pénétration est suffisante pour que soit accomplie la relation charnelle constituant le délit objet de cette section. »

Burkina Faso

Homme/Homme | Pas illégal en tant que tel | Femme/Femme | Pas illégal en tant que tel

Code pénal (1996)

« Article 410 : Toute personne qui cause un désordre public sera passible d'une peine d'emprisonnement de 2 mois à 2 ans et d'une amende entre 50 000 et 600 000 Francs. Tout acte délibéré contraire aux bonnes mœurs et commis en public ou dans des lieux privés accessibles à la vue du public et qui pourrait porter atteinte au sens de la décence de tiers qui en seraient les témoins involontaires, sera constitutif d'un désordre public. Néanmoins, un tel acte qui aurait été commis en privé en présence d'un mineur sera constitutif d'un délit d'incitation de mineur à la débauche.

Article 411: Tout acte de nature sexuelle contraire aux bonnes mœurs et commis directement et délibérément contre une autre personne, avec ou sans force, contrainte ou surprise, sera constitutif d'un délit contre la décence (publique). »

Cameroun

Homme/Homme | Illégal | Femme/Femme | Illégal

Code Pénal (Loi n° 65-LF-24 du 12 novembre 1965 et Loi n° 67-LF-1 du 12 juin 1967) ¹⁶

Art. 347 - Homosexualité

« Est punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 20 000 à 200 000 francs toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe. »

Comores

Homme/Homme | Illégal | Femme/Femme | Illégal

Code pénal de la République fédérale islamique des Comores

L'Article 318 du Code pénal sanctionne les attentats à la pudeur contraires à la nature d'une peine de 5 ans maximum d'emprisonnement et d'une amende de 50 000 à 1 000 000 Francs.

Texte original:

« Article 318. - Tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sur la personne d'un enfant de l'un ou l'autre sexe âgé de moins de quinze ans, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Sera puni du maximum de la peine, l'attentat à la pudeur commis par tout ascendant ou toute personne ayant autorité sur la victime mineure âgée de plus de quinze ans.

Sans préjudice des peines plus graves prévues par les alinéas qui précèdent ou par les articles 320 et 321 du présent code, sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 50 000 à 1 000 000 francs, quiconque aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe. Si l'acte a été commis avec un mineur, le maximum de la peine sera toujours prononcé. »

Îles Cook (Pays associé à la Nouvelle-Zélande)

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal
Loi pénale de 1969 ¹⁷			

Article 154. Outrage aux mœurs entre hommes -

« (1) Est passible d'une peine d'emprisonnement d'un maximum de 5 ans tout homme qui :

- (a) agresse sexuellement un autre homme; ou
- (b) commet un outrage aux mœurs avec ou à l'encontre d'un autre homme; ou
- (c) incite ou permet à un autre homme de commettre avec lui ou à son encontre un outrage aux mœurs.

(2) Un garçon âgé de moins de 15 ans ne sera pas poursuivi pour avoir commis ou avoir été partie à un délit prévu au paragraphe (b) ou (c) de la sous-section (1) de cette section, à moins que l'autre homme ait eu moins de vingt-et-un ans.

(3) Le consentement de l'autre partie ne constitue pas une excuse atténuante. »

Article 155. Sodomie -

« (1) Toute personne commettant une sodomie est passible -

(a) Selon que l'acte de sodomie est commis sur une femme, à une peine d'emprisonnement d'un maximum de quatorze ans;

(b) Selon que l'acte de sodomie est commis sur un homme de moins de quinze ans par un homme de plus de vingt-et-un ans, à une peine d'emprisonnement d'un maximum de quatorze ans;

(c) Dans tout autre cas, à une peine d'emprisonnement d'un maximum de sept ans.

(2) Ce délit est réputé commis dès qu'il y a pénétration.

(3) Lorsque la sodomie est commise sur une personne âgée de moins de quinze ans, cette personne ne pourra pas être inculpée pour complicité dans la commission de ce délit mais il pourra être inculpé de complicité dans la commission d'un délit réprimé par la section 154 de la présente loi si applicable.

(4) Le consentement de l'autre partie ne constitue pas une excuse atténuante. »

Note : Les Îles Cook sont un pays associé de la Nouvelle-Zélande. Les lois des Iles Cook ne s'appliquent qu'à ces îles, non à la Nouvelle-Zélande.

République démocratique du Congo

Homme/Homme	Pas illégal en tant que tel	Femme/Femme	Pas illégal en tant que tel
Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal, amendé en 2006 ¹⁸			

Les actes homosexuels ne sont pas condamnés en tant que tels mais l'article 172 réprimant les atteintes à la morale peut être utilisé contre les relations homosexuelles. La violation de la loi est punie par une peine de trois mois à cinq ans d'emprisonnement et par une amende.

Version française originale:

Article 172. « Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption des personnes de l'un ou l'autre sexe, âgées de moins de dix-huit ans, sera puni d'une servitude pénale de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante mille à cent mille Francs congolais constants. »

Costa Rica

Homme/Homme	Pas illégal en tant que tel	Femme/Femme	Pas illégal en tant que tel
Code pénal, Loi n° 4573 du 4 mars 1970 ¹⁹ , et ses réformes			

Article 382.- « sera passible d'une amende de deux à trente jours:

Sodomie

15) pour toute personne commettant une sodomie scandaleuse »

Texte original en Espagnol:

“Artículo 382.- Se impondrá de dos a treinta días multa:
Sodomía
15) Al que practicare la sodomía en forma escandalosa”

Chypre du Nord (République Turque de)

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Pas clair

«Les crimes contre nature » sont criminalisés avec une peine allant jusqu’à 14 ans d’emprisonnement. Il existe toutefois des projets pour abroger la loi.²⁰

Djibouti

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Plusieurs sources attestent de l’illégalité des relations sexuelles entre personnes du même sexe à Djibouti.^{21 22}

Les articles en cause du Code pénal de 1995 sont les articles 347 à 352 réprimant les « actes impudiques » sous la section criminelle de « l’attentat à la pudeur ».²³

Dominique

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Loi sur les délits sexuels de 1998²⁴

Article 14

« Toute personne qui commet un acte grave d’outrage aux mœurs avec toute autre personne est coupable de délit et passible d’une peine de cinq ans d’emprisonnement. »

Article 15

La sodomie (qui s’applique aussi bien aux actes entre hommes qu’à ceux entre femmes et hommes) est punie d’une peine de dix ans d’emprisonnement maximum. Le tribunal peut également convertir la peine d’emprisonnement en une obligation d’hospitalisation psychologique.

Article 16

La tentative de sodomie est punie d’une peine de quatre ans d’emprisonnement maximum.

Égypte

Homme/Homme	Pas illégal en tant que tel	Femme/Femme	Pas illégal en tant que tel

Les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe en privé ne sont pas interdites en tant que telles. Néanmoins, la loi 10/1961 qui a pour but de lutter contre la prostitution, tout comme l’article 98w sur « le mépris de la religion (« contempt for religion ») et l’article 278 sur les actes publics impudiques (« shameless public acts ») ont été utilisés ces dernières années contre des homosexuels aux fins d’arrestation, poursuite et condamnation.

Loi n° 10, 1961 pour la « lutte contre la prostitution, son incitation et son encouragement »²⁵

Article 9 (c)

Article 9 (c) « Toute personne qui se livre habituellement à la débauche ou à la prostitution est passible d’une peine de 3 mois à 3 ans de prison et/ou d’une amende de 25 à 300 LE. »

Emirats arabes unis

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Code pénal fédéral (Loi n° 3 de 1987) (En vigueur à compter du 21 mars 1988)²⁶

Article 354

« Sans préjudice des dispositions de la loi sur les délinquants et les jeunes vagabonds, toute personne qui a, sous la contrainte, une relation sexuelle avec une femme, ou un homosexuel avec un homosexuel, sera punie de la peine de mort. La contrainte sera prise en compte si le condamné avait 14 ans au moment de la commission du délit. »

Les actes sexuels entre femmes ne sont pas interdits en tant que tels mais l'adultère l'est tout comme tout autre contact sexuel en dehors du mariage.²⁷

Érythrée

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Code pénal de 1957²⁸ (Hérité des coutumes éthiopiennes)

Art. 600. – Délits de relations charnelles contre-nature.

(1) Quiconque commet, avec une personne du même sexe, un acte correspondant à un acte sexuel, ou tout autre acte indécents, est passible d'une peine d'emprisonnement simple.

(2) Les dispositions de l'article 597 s'appliquent lorsqu'un enfant ou une jeune personne est impliquée.

Art.105.- Emprisonnement simple.

(1) l'emprisonnement simple est une sentence pour des délits de faible gravité commis par des personnes ne représentant qu'un faible danger pour la société.

Il a été conçu comme mesure de sécurité pour la population et comme punition pour le contrevenant.

Sujet à toute disposition spéciale de la loi et sans préjudice à la libération conditionnelle, l'emprisonnement simple peut s'entendre pour une période de dix jours à trois ans ; cette durée devra être fixée par la cour.

(2) Une prison ou une sanction adaptée au délit jugé devra accompagner la sentence d'emprisonnement simple.

Éthiopie

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Code pénal de la République démocratique fédérale d'Éthiopie, Proclamation n° 414/2004²⁹

Article 629.- Actes homosexuels et autres actes indécents.

« Quiconque commet, avec une personne de même sexe, un acte homosexuel, ou tout autre acte indécents, est passible d'une peine d'emprisonnement simple. »

Article 630.- Circonstances aggravantes pour ce crime.

« (1) La sentence devra être un emprisonnement simple pour un minimum d'un an, ou, dans les cas graves, un emprisonnement ferme n'excédant pas dix ans, lorsque le criminel :

a) prend un avantage déloyal de la détresse matérielle ou mentale d'une autre personne, de l'autorité qu'il exerce sur une autre personne en vertu de sa position hiérarchique ou autre en tant que gardien, tuteur, protecteur, enseignant, maître ou employeur, ou en vertu de sa position dans toute autre relation similaire, pour conduire cette autre personne à commettre ou participer à un tel acte ; ou

b) fait une profession de telles activités au sens de la loi (Art. 92).

(2) La sentence devra être d'une peine d'emprisonnement ferme pouvant aller de trois à quinze ans, lorsque :

a) le criminel use de violence, intimidation, coercition, ruse ou fraude, ou prend un avantage déloyal de l'incapacité de la victime à offrir une résistance ou à se défendre elle-même, de son intelligence réduite ou de son inconscience ; ou

b) le criminel soumet sa victime à des actes de cruauté ou de sadisme, ou lui transmet une maladie vénérienne se sachant lui-même infecté ; ou

c) la victime est conduite au suicide par détresse, honte ou désespoir. »

Gambie

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

Code pénal de 1965, révisé en 1990³⁰, tel qu'amendé en 2005^{31 32}

Article 144: Crimes contre-nature

« Toute personne qui—

- (a) a des relations charnelles avec une autre personne contre- nature, ou
  - (b) a des relations charnelles avec un animal, ou
  - (c) permettra à une personne d'avoir des relations charnelles contre-nature avec lui ou elle;
- est coupable d'un crime, et est passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze (14) ans. »

(2) Dans cet article- « la connaissance charnelle 'contre nature' comprend-

- (a) la connaissance charnelle d'une personne par l'anوس ou la bouche d'une personne;
- (b) insérer un quelconque objet ou chose dans la vulve ou l'anوس de la personne dans le but de la stimuler sexuellement; et
- (c) commettre un acte homosexuel quelque soit sa nature avec la personne. »

Gaza (Territoire de l'Autorité palestinienne)

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

L'Ordonnance n°74 de 1936 du Code pénal du Mandat britannique est en vigueur dans la Bande de Gaza.³³

La Section 152(2) de ce Code criminalise les actes sexuels entre hommes³⁴ avec une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix (10) ans.³⁵

Ce code était aussi en vigueur en Jordanie jusqu'en 1951 et en Israël jusqu'en 1977, avant qu'ils n'adoptent leur propres Codes pénaux. Notez qu'en Cisjordanie, toutefois, le Code pénal jordanien de 1951, largement modifié en 1960 est en vigueur ; ce code ne contient aucune interdiction d'actes sexuels entre personnes de même sexe.

Ghana

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

Code pénal, 1960 (Loi 29), comme amendé en 2003³⁶

« Article 104 – Relations charnelles contre-nature.

(1) Quiconque a des relations charnelles contre-nature –

- (a) avec un homme de seize (16) ans ou plus sans son consentement sera coupable d'un crime au premier degré et sera passible d'une peine d'emprisonnement comprise entre cinq (5) et vingt-cinq (25) ans ; ou
- (b) avec un homme de seize (16) ans ou plus avec son consentement est coupable d'un délit ; ou
- (c) avec un animal est coupable d'un délit.

(2) Les relations charnelles contre-nature sont définies comme étant des relations sexuelles avec une personne de manière non naturelle ou avec un animal. »

Grenade

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

Code pénal³⁷

Article 431

« Si deux personnes sont coupables de connexion [sic] contre-nature, ou si une personne est coupable d'une connexion contre-nature avec un animal, chacune de ces personnes sera passible d'une peine d'emprisonnement de dix (10) ans. »

Guinée

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Illégal

Code pénal / Loi n° 98/036 du 31 décembre 1988 portant Code pénal³⁸

« Article 325: - Tout acte impudique ou contre nature commis avec un individu de son sexe sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 100.000 à 1.000.000 de Francs guinéens. Si l'acte a été commis avec un mineur de moins de 21 ans, le maximum de la peine sera toujours prononcée. »

Guinée-Bissau

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Illégal

Plusieurs sources confirment que les actes homosexuels sont illégaux en Guinée-Bissau.^{39 40 41}

Le Code pénal de 1886, hérité de la loi portugaise, est en vigueur. Les articles 70 et 71 du Code pénal portugais de 1886 ont ajouté des peines de sécurité pour les personnes qui ont l'habitude de pratiquer des actes contre-nature, statuant que de telles personnes devraient être envoyées en camp de travail.

Pour le texte de loi en portugais : Voir la section "Mozambique".

Guyana

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Légal

Loi sur le droit pénal (Infractions) :

Commettre des actes d'indécence grave avec une personne du sexe masculin

Section 352

« Toute personne du sexe masculin qui, en public ou en privé, commet, ou participe à la commission, ou procure ou tente de procurer la commission de la part d'une personne du sexe masculin d'un acte d'indécence grave avec une autre personne du sexe masculin sera coupable de délit et passible d'une peine de prison de deux ans. »

Tentative de commettre des offenses contre nature

Section 353

« Quiconque :

- (a) tente de commettre la sodomie, ou
  - (b) agresse toute personne avec l'intention de commettre la sodomie, ou
  - (c) étant un homme, agresse indécentement toute autre personne du sexe masculin,
- sera coupable de crime et passible d'une peine de prison de dix ans. »

Sodomie

Section 354

« Quiconque commet la sodomie, que ce soit avec un être humain ou toute autre créature vivante, sera coupable de délit et passible de prison à vie. »

Inde

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Légal

Code pénal indien, 1860, Loi no. 45 (modifiée)⁴²

Infractions contre nature.

Article 377. « Infractions contre nature. — Quiconque a volontairement des rapports charnels contre nature avec tout homme, femme ou animal, sera puni de 1*[emprisonnement à vie], ou d'un desdits types d'emprisonnement

pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans, et sera également passible d'une amende.

Explication. - La pénétration suffit à constituer les rapports charnels nécessaires à l'infraction décrite dans le présent article. »

Indonésie

Homme/Homme	Légal*	Femme/Femme	Légal*

Selon le Code pénal national⁴³, les actes homosexuels ne sont pénalisés. Le seul article ayant trait à ses relations est l'article 292 qui interdit les actes sexuels entre personnes du même sexe, s'ils sont commis avec une personne n'ayant pas l'âge légal.⁴⁴ Cependant, en 2002, des lois votées par le Parlement national ont autorisé la province d'Aceh à instaurer des lois islamiques fondées sur la Charia. Ces lois s'appliquent aux seuls musulmans. A ce jour et à titre d'exemple, la ville de Palembang dans le sud du Sumatra a introduit des peines d'emprisonnement et de lourdes amendes pour les actes homosexuels.⁴⁵

Iran

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal islamique d'Iran de 1991⁴⁶

« Deuxième Partie: Peines pour sodomie

Chapitre premier : Définition de la sodomie

Article 108 : La sodomie désigne les rapports sexuels avec une personne de sexe masculin.

Article 109 : En cas de sodomie, tant la personne active que la personne passive seront condamnées à la peine pour sodomie.

Article 110 : La peine pour sodomie est la mise à mort ; le juge de la charia décide de la manière de l'exécution de la mise à mort.

Article 111 : La sodomie entraîne la mise à mort dans l'hypothèse où tant la personne active que la personne passive sont matures, saines d'esprit et ont une libre volonté.

Article 112 : Dans l'hypothèse où un homme mature et sain d'esprit se livre à des rapports sexuels avec une personne non mature, l'auteur sera mis à mort, et la personne passive sera soumise à Ta'azir de 74 coups de fouet à moins d'avoir agi sous la contrainte.

Article 113 : Dans l'hypothèse où une personne non mature se livre à des rapports sexuels avec une autre personne non mature, toutes les deux seront soumises à Ta'azir de 74 coups de fouet, à moins que l'une d'elle n'ait agi sous la contrainte. »

Chapitre 2: Manières de prouver la sodomie en justice

« Article 104 : Par l'aveu de quatre coups de fouet d'avoir commis la sodomie, la peine est établie contre la personne qui fait l'aveu.

Article 115 : Un aveu (d'avoir commis la sodomie) fait à moins de quatre coups de fouet n'entraîne pas de peine de 'Had' mais la personne qui avoue sera soumise à Ta'zir (moindres peines).

Article 116 : Un aveu est valable dans la seule hypothèse où la personne qui avoue est mature, saine d'esprit, et a volonté et intention.

Article 117 : La sodomie est prouvée par le témoignage de quatre hommes de bonne moralité qui l'auraient observée.

Article 118 : Dans l'hypothèse où moins de quatre hommes de bonne moralité témoignent, la sodomie n'est pas prouvée et les témoins seront condamnés à la peine pour Qazf (accusation malveillante).

Article 119 : Le témoignage de femmes seules ou ensemble avec un homme ne prouve pas la sodomie.

Article 120 : Le juge de la charia pourra agir selon ses propres connaissances résultant de méthodes habituelles.

Article 121 : La peine pour Tafhiz (frottement des cuisses ou des fesses) et des actes du même genre, commis par deux hommes sans pénétration, sera de cent coups de fouet pour chacun d'eux.

Article 122 : Dans l'hypothèse où Tafhiz et d'autres actes du même genre sont répétés, trois coups de fouet sans pénétration et la peine sera appliquée après chaque fois, la peine pour la quatrième fois serait la mort.

Article 123 : Dans l'hypothèse où deux hommes sans lien de parenté se trouvent, sans nécessité, nus sous une même couverture, tous les deux seront soumis à Ta'zir jusqu'à 99 coups de fouet.

Article 124 : Dans l'hypothèse où quelqu'un embrasse une autre personne avec un désir sexuel, il sera soumis à Ta'zir de 60 coups de fouet.

Article 125 : Dans l'hypothèse où la personne qui commet Tafhiz et des actes du même genre, ou un homme homosexuel, se repent avant que les témoins ne donnent leur témoignage, sa peine sera annulée ; dans l'hypothèse où il se repent après que le témoignage a été donné, la peine ne sera pas annulée.

Article 126 : Dans l'hypothèse où la sodomie ou Tafhiz sont prouvés par aveux et que, par la suite, il se repent, le juge de la Charia pourra demander au chef (Valie Amr) de lui pardonner. »

Troisième partie : Lesbianisme

« Article 127 : Mosaheqeh (lesbianisme) désigne l'homosexualité des femmes par les organes génitaux.

Article 128 : Les manières de prouver le lesbianisme en justice sont les mêmes que pour la preuve de l'homosexualité (des hommes).

Article 129 : La peine pour lesbianisme est de cent (100) coups de fouet pour chaque partie.

Article 130 : La peine pour lesbianisme sera établie à l'encontre de quelqu'un qui est mature, sain d'esprit et qui a libre volonté et intention.

A noter : Les peines pour lesbianisme s'appliqueront indifféremment à l'auteur et au sujet, ainsi qu'aux musulmanes et aux non-musulmanes.

Article 131 : Dans l'hypothèse où l'acte de lesbianisme est répété, trois coups de fouet et la peine est appliquée chaque fois, la condamnation à mort sera prononcée la quatrième fois.

Article 132 : Dans l'hypothèse où une lesbienne se repent avant que les témoins ne donnent leur témoignage, la peine sera annulée ; dans l'hypothèse où elle le fait après que le témoignage a été donné, la peine ne sera pas annulée.

Article 133 : Dans l'hypothèse où l'acte de lesbianisme est prouvé par les aveux de l'auteur et qu'elle se repent en conséquence, le juge de la Charia pourra demander au chef (Valie Amr) de lui pardonner.

Article 134 : Dans l'hypothèse où deux femmes sans lien de parenté se trouvent, sans nécessité, nues sous une même couverture, elles seront punies de moins de cent (100) coups de fouet (Ta'azir). En cas de récidive, de même que la répétition de la peine, cent (100) coups de fouet seront administrés la troisième fois. »

Quatrième partie : Peines pour proxénétisme

« Article 135 : Proxénétisme désigne le fait pour quelqu'un de réunir deux individus ou de les mettre en contact l'un avec l'autre à des fins homosexuelles ou de fornication.

Article 136 : Le proxénétisme est prouvé par deux aveux dans l'hypothèse où la personne qui avoue est mature, saine d'esprit et a libre volonté et intention.

Article 137 : Le proxénétisme est prouvé par le témoignage de deux hommes de bonne moralité.

Article 138 : Pour un homme, la peine pour proxénétisme est de soixante-dix (70) coups de fouet, et l'exil de l'endroit de (son) domicile pour une période de trois mois à un an, et la peine pour proxénétisme par une femme est de seulement soixante-quinze (75) coups de fouet. »

Irak

Homme/Homme	Légal*	Femme/Femme	Légal*

L'Irak a rétabli le Code pénal de 1969 après l'invasion américaine en 2003. Le Code pénal n'interdit pas les activités sexuelles entre adultes consentants du même sexe.⁴⁷ Cependant, comme le pays est en guerre et qu'il y a des dysfonctionnements dans l'application de la loi, des escadrons de la mort sévissent dans le pays, tuant des homosexuels.⁴⁸

Jamaïque

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Loi sur les infractions contre la personne⁴⁹

Article 76 (Crime contre nature)

« Quiconque sera déclaré coupable du crime abominable de sodomie [rapports anaux] commis soit avec un être humain soit avec tout animal, sera passible d'emprisonnement et de travaux forcés pour une durée ne dépassant pas

dix ans. »

Article 77 (Tentative)

« Quiconque tentera de commettre ledit crime abominable ou sera coupable de toute agression avec l'intention de le commettre, ou de tout attentat à la pudeur envers toute personne de sexe masculin, sera coupable d'un délit et, après en avoir été déclaré coupable, sera passible d'emprisonnement pour une durée ne dépassant pas sept ans, avec ou sans travaux forcés. »

Article 78 (Preuve des rapports sexuels)

« Chaque fois qu'à l'occasion d'un procès pour une quelconque infraction punie par la présente loi, il pourra être nécessaire de prouver des rapports sexuels, il ne sera pas nécessaire de prouver l'émission effective de sperme afin de constituer des rapports sexuels, mais les rapports sexuels seront réputés complets après la preuve de la seule pénétration. »

Article 79 (Outrage à la pudeur)

« Toute personne de sexe masculin qui, en public ou en privé, commet ou participe à la commission de, ou incite, ou tente d'inciter toute personne de sexe masculin à commettre tout attentat grave à la pudeur avec une autre personne de sexe masculin sera coupable d'un délit et, après en avoir déclaré coupable, sera passible, à la discrétion du Tribunal, d'emprisonnement pour une durée ne dépassant pas 2 ans, avec ou sans travaux forcés. »

Kenya

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Légal

Chap. 63 du Code pénal⁵⁰

« 162. Toute personne qui –

(a) a des rapports sexuels contre nature avec une quelconque personne ; ou qui

(b) a des rapports sexuels avec un animal ; est coupable d'un crime et est passible d'emprisonnement pour une durée de quatorze ans :

étant précisé que, dans le cas d'une infraction aux termes de l'alinéa (a), l'auteur sera passible d'emprisonnement pour une durée de vingt et un ans dans l'hypothèse où -

(i) l'infraction a été commise sans le consentement de la personne qui a été l'objet des rapports sexuels ; ou que

(ii) l'infraction a été commise avec le consentement de ladite personne mais que le consentement a été obtenu par la force ou par des menaces ou toute sorte d'intimidation, ou par la crainte de subir un dommage corporel, ou par tromperie sur la nature de l'acte. »

« 163. Toute personne qui tente de commettre une quelconque des infractions désignées à l'article 162 est coupable d'un crime et est passible d'emprisonnement pour une durée de sept ans. »

« 165. Toute personne de sexe masculin qui, que ce soit en public ou en privé, commet un quelconque attentat grave à la pudeur avec une autre personne de sexe masculin, ou qui incite une autre personne de sexe masculin à commettre un quelconque attentat grave à la pudeur avec elle ou qui tente d'inciter toute personne de sexe masculin à commettre un quelconque de ces actes avec elle-même ou avec une autre personne de sexe masculin, que ce soit en public ou en privé, est coupable d'un crime et est passible d'emprisonnement pour une durée de cinq ans. »

(Articles amendés par la loi n° 5 de 2003)

Kiribati

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Légal

Lois des Îles Gilbert⁵¹ Code pénal [Chap. 67], édition revue, 1997

Infractions contre nature

Article 153. « Toute personne qui –

(a) commet la sodomie avec une autre personne ou avec un animal ; ou qui

(b) permet à une personne de sexe masculin de commettre la sodomie avec lui ou avec elle, sera coupable d'un crime et sera passible d'emprisonnement pour une durée de quatorze ans. »

Tentatives de commettre des infractions contre nature et attentats à la pudeur

Article 154. « Toute personne qui tente de commettre une quelconque des infractions désignées à l'article précédent ou qui est coupable d'une quelconque agression avec l'intention de commettre une de ces infractions, ou tout attentat à la pudeur sur toute personne de sexe masculin sera coupable d'un crime, et sera passible d'emprisonnement pour une durée de 7 ans. »

Pratiques attentatoires à la pudeur entre personnes de sexe masculin

Article 115. « Toute personne de sexe masculin qui, que ce soit en public ou en privé, commet un quelconque attentat grave à la pudeur avec une autre personne de sexe masculin ou qui incite une autre personne de sexe masculin à commettre un quelconque attentat grave à la pudeur avec elle ou qui tente d'inciter toute personne de sexe masculin à commettre un quelconque de ces actes avec elle-même ou avec une autre personne de sexe masculin, que ce soit en public ou en privé, sera coupable d'un crime, et sera passible d'emprisonnement pour une durée de 5 ans. »

Koweït

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code pénal, Loi no. 16 en date du 2 juin 1960⁵² amendée en 1976⁵³

Article 193 - « Rapports sexuels entre hommes consentants d'âge «mûr » (« full age ») (à partir de 21 ans) seront punis par une peine de prison pouvant aller jusqu'à sept ans. » Ces relations avec un homme de moins de 21 ans sont pénalisées par l'article 192.

Lesotho

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

La sodomie est interdite en tant qu'offense de droit coutumier. Elle est définie comme « relation sexuelle *per anum*, illégale et intentionnelle, entre deux humains mâles ». ^{54 55}

Liban

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal de 1943, modifié en 2003⁵⁶

Article 534

« Les relations sexuelles contre nature sont punies d'emprisonnement pour une durée entre un mois et un an, et d'une amende entre 200.000 et un million de livres libanaises. »

Libéria

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Droit pénal, statuts libériens révisés. ⁵⁷

La section 14.74 sur la « sodomie volontaire » fait une infraction du fait de s'engager dans un « rapport sexuel dévoyé » dans des circonstances qui ne sont pas envisagées à la section 14.72 ou 14.73. L'infraction est cataloguée comme délit de premier degré.

Libye

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Code pénal de 1953, 3^{ème} Chapitre: Infractions contre la liberté, l'honneur et la moralité

Article 408: Actes obscènes

« (1) Toute personne qui commet des actes obscènes avec une autre personne selon un des moyens prévus au précédent article sera puni d'une peine d'emprisonnement d'un maximum de 5 ans.

(2) La même sanction sera infligée si l'acte a été commis d'un commun accord avec une personne de moins de 14 ans ou avec une personne qui ne pouvait refuser du fait d'une faiblesse psychologique ou physique. Si la victime est âgé entre 14 et 18 ans, l'emprisonnement sera d'au moins un an.

(3) Si l'auteur appartient à l'un des groupes d'auteurs prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'article 407, une peine d'au moins 7 ans d'emprisonnement sera infligée.

(4) Si une personne commet un acte obscène avec une autre personne consentante (hors mariage), les 2 parties seront punies d'une peine d'emprisonnement. »

Malaisie

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

Code pénal (acte n° 574) (Version consolidée avec amendements du 15 novembre 1998) ⁵⁸

Infractions contre nature

Article 377A. Rapport charnel contre l'ordre de la nature.

« Toute personne qui a un contact sexuel avec une autre personne par l'introduction du pénis dans l'anus ou dans la bouche d'une autre personne est considérée comme ayant eu un rapport charnel contre l'ordre de la nature.

Explication

La pénétration est suffisante pour constituer le contact sexuel nécessaire à l'infraction décrite dans cette section. »

Article 377B. Puntion pour avoir eu un rapport charnel contre l'ordre de la nature.

»Quiconque a volontairement un rapport charnel contre l'ordre de la nature sera puni d'un emprisonnement pour une durée pouvant aller jusqu'à vingt ans, et sera aussi soumise à la peine du fouet. »

Article 377C. La commission d'un rapport charnel contre l'ordre de la nature sans consentement, etc.

« Quiconque accomplit volontairement un rapport charnel contre l'ordre de la nature sur une autre personne sans le consentement, ou contre la volonté de l'autre personne, ou bien en donnant à une autre personne la peur de la mort ou d'une blessure à la personne ou à toute autre personne, sera puni d'un emprisonnement minimal de cinq ans et de vingt ans au maximum, et sera aussi sujet à la peine du fouet. »

Article 377D. Outrages à la décence.

« Toute personne qui, en public ou en privé, commet, ou encourage à commettre, ou procure ou tente de procurer la commission de la part de tout personne de tout acte de grave indécence avec une autre personne, sera puni d'un emprisonnement pendant une période qui peut aller jusqu'à deux ans. »

Il est également à noter que plusieurs Etats de Malaisie ont instaurée la Loi islamique ou Charia, applicable aux musulmans hommes et femmes, qui sanctionne les actes homosexuels et lesbiens d'une peine allant jusqu'à 3 ans de prison assortie du fouet.

La Loi pénale de la Charia dans l'Etat malais de Syriah sanctionne la sodomie (Liwat) et les relations sexuelles

lesbiennes (Musahaqat) d'une amende de 5.000RM, 3 ans de prison et 6 coups de fouet. Ces 3 peines peuvent être cumulées.

Malawi

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code pénal, Chapitre 7.01 Lois du Malawi⁵⁹

Section 153 "Infractions contre nature"

« La connaissance charnelle de toute personne contre l'ordre de la nature » ou bien « permettre à une personne de sexe masculin d'avoir connaissance charnelle de [une personne du sexe masculin ou féminin] contre l'ordre de la nature » - jusqu'à quatorze ans d'emprisonnement, avec ou sans punition corporelle.

Section 156 « Pratiques indécentes entre hommes »

Indécence grave avec une autre personne du sexe masculin en public ou en privé - jusqu'à cinq ans d'emprisonnement.

Maldives

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Les actes sexuels entre hommes et entre femmes ne sont pas sanctionnés par le Code Pénal mais interdits par la Loi islamique ou Charia qui s'applique aux Maldives en même temps que les lois civiles, les peines étant infligées par les tribunaux islamiques.⁶⁰

Pour les hommes, la sanction et le bannissement pour une durée de 9 mois à 1 an ou 10 à 30 coups de fouets, tandis que la sanction pour les femmes est une assignation à résidence pour une durée de 9 mois à 1 an.⁶¹

Il a été rapporté que des actes lesbiens avaient pu être également punis de coups de fouets.⁶²

Mauritanie

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal de 1984 (Ordonnance no. 83-162 du juillet 1984 portant institution du code pénal)⁶³

Version originale française :

« Art. 308. - Tout musulman majeur qui aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe sera puni de peine de mort par lapidation publique. S'il s'agit de deux femmes, elles seront punies de la peine prévue à l'article 306, paragraphe premier. »

« Art. 306. - Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur et aux moeurs islamiques ou a violé les lieux sacrés ou aidé à les violer, si cette action ne figure pas dans les crimes emportant la Ghissass ou la Diya, sera punie d'une peine correctionnelle de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 5 000 à 60000 UM. Tout musulman coupable du crime d'apostasie, soit par parole, soit par action de façon apparente ou évidente, sera invité à se repentir dans un délai de trois jours. S'il ne se repent pas dans ce délai, il est condamné à mort en tant qu'apostat, et ses biens seront confisqués au profit du Trésor. S'il se repent avant l'exécution de cette sentence, le parquet saisira la Cour suprême, à l'effet de sa réhabilitation dans tous ses droits, sans préjudice d'une peine correctionnelle prévue au 1er paragraphe du présent article.

Toute personne coupable du crime d'apostasie (Zendagha) sera, à moins qu'elle ne se repente au préalable, punie de la peine de mort. Sera punie d'une peine d'emprisonnement d'un mois à deux ans, toute personne qui sera coupable du crime d'attentat à la pudeur. Tout musulman majeur qui refuse de prier tout en reconnaissant l'obligation de la prière sera invité à s'en acquitter jusqu'à la limite du temps prescrit pour l'accomplissement de la prière obligatoire concernée. S'il persiste dans son refus jusqu'à la fin de ce délai, il sera puni de la peine de mort. S'il ne reconnaît pas l'obligation de la prière, il sera puni de la peine pour apostasie et ses biens confisqués au profit du Trésor public. Il ne bénéficiera pas de l'office consacré par le rite musulman. »

Maurice

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code de droit criminel⁶⁴

Section 250 : Sodomie et bestialité

« Toute personne coupable du crime de sodomie ou bestialité sera soumise à une servitude pénale pour une période n'excédant pas 5 ans. »

Basé sur la définition de la sodomie dans les autres ex-colonies britanniques comme la Namibie, le Zimbabwe, le Swaziland etc., qui ne recouvre que le rapport anal ; il s'agit probablement la même situation également pour l'île Maurice.

Maroc

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal du 26 novembre 1962⁶⁵

Article 489. Toute personne qui commet des actes obscènes ou contre-natures avec une personne du même sexe sera punie d'une peine d'emprisonnement allant de 6 moi à 3 ans et à une amende de 120 à 1.000 Dirhams à moins que les circonstances de la commission des faits ne constituent un facteur aggravant.

Mozambique

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal du 16 septembre 1886 (hérité de l'ère coloniale portugaise)⁶⁶

Les articles 70 et 71 prévoient des mesures de sécurité pour les personnes qui pratiquent habituellement des actes contre l'ordre de la nature, en disposant que ces personnes seront envoyées dans des camps de travail.

Version originale portugaise :

ARTIGO 70º

(Medidas de segurança)

São medidas de segurança:

- 1º. - O internamento em manicómio criminal;
- 2º. - O internamento em casa de trabalho ou colónia agrícola;
- 3º. - A liberdade vigiada;
- 4º. - A caução de boa conduta;
- 5º. - A interdição do exercício de profissão;

§ 1º. - O internamento em manicómio criminal de delinquentes perigosos será ordenado na decisão que declarar irresponsável e perigoso o delinquente nos termos do § único do artigo 68º.

§ 2º. - O internamento em casa de trabalho ou colónia agrícola entende-se por período indeterminado de seis meses a três anos. Este regime considera-se extensivo a quaisquer medidas de internamento, previstas em legislação especial.

§ 3º. - A liberdade vigiada será estabelecida pelo prazo de dois a cinco anos e implica o cumprimento das obrigações que sejam impostas por decisão judicial nos termos do artigo 121º.

Na falta de cumprimento das condições de liberdade vigiada poderá ser alterado o seu condicionamento ou substituída a liberdade vigiada por internamento em casa de trabalho ou colónia agrícola por período indeterminado mas não superior, no seu máximo, ao prazo de liberdade vigiada ainda não cumprido.

§ 4º. - A caução de boa conduta será prestada por depósito da quantia que o juiz fixar, pelo prazo de dois a cinco anos.

Se não puder ser prestada caução, será esta substituída por liberdade vigiada pelo mesmo prazo.

A caução será perdida a favor do Cofre Geral dos Tribunais se aquele que a houver prestado tiver comportamento incompatível com as obrigações caucionadas, dentro do prazo que for estabelecido ou se, no mesmo prazo, der causa à aplicação de outra medida de segurança.

§ 5º. - A interdição duma profissão, mester, indústria ou comércio priva o condenado de capacidade para o exercício

de profissão, mester, indústria, ou comércio, para os quais seja necessária habilitação especial ou autorização oficial. A interdição será aplicada pelo tribunal sempre que haja lugar a condenação em pena de prisão maior ou prisão por mais de seis meses por crimes dolosos cometidos no exercício ou com abuso de profissão, mester, indústria ou comércio, ou com violação grave dos deveres correspondentes.

A duração da interdição será fixada na sentença, entre o mínimo de um mês e o máximo de dez anos. Quando o crime perpetrado for punível com prisão, a duração máxima da interdição é de dois anos.

O prazo da interdição conta-se a partir do termo da pena de prisão.

O tribunal poderá, decorrido metade do tempo da interdição, e mediante prova convincente da conveniência da cessação da interdição, substituí-la por caução de boa conduta.

O exercício de profissão, mester, comércio ou indústria interditos por decisão judicial é punível com prisão até um ano.

ARTIGO 71º

(Aplicação de medidas de seguranças)

"São aplicáveis medidas de segurança:

1º. - Aos vadios, considerando-se como tais os indivíduos de mais de dezasseis anos e menos de sessenta que, sem terem rendimentos com que provejam ao seu sustento, não exercitem habitualmente alguma profissão ou mester em que ganhem efectivamente a sua vida e não provem necessidade de força maior que os justifique de se acharem nessas circunstâncias;

2º. - Aos indivíduos aptos a ganharem a sua vida pelo trabalho, que se dediquem, injustificadamente, à mendicidade ou explorem a mendicidade alheia;

3º. - Aos rufiões que vivam total ou parcialmente a expensas de mulheres prostituídas;

4º. - **Aos que se entreguem habitualmente à pratica de vícios contra a natureza;**

5º. - Às prostitutas que sejam causa de escândalo público ou desobedeçam continuamente às prescrições policiais;

6º. - Aos que mantenham ou dirijam casas de prostituição ou habitualmente frequentadas por prostitutas, quando desobedeçam repetidamente às prescrições regulamentares e policiais;

7º. - Aos que favoreçam ou excitam habitualmente a depravação ou corrupção de menores, ou se dediquem ao aliciamento à prostituição, ainda que não tenham sido condenados por quaisquer factos dessa natureza;

8º. - Aos indivíduos suspeitos de adquirirem usualmente ou servirem de intermediários na aquisição ou venda de objectos furtados, ou produto de crimes, ainda que não tenham sido condenados por receptadores, se não tiverem cumprido as determinações legais ou instruções policiais destinadas à fiscalização dos receptadores;

9º. - A todos os que tiverem sido condenados por crimes de associação para delinquir ou por crime cometido por associação para delinquir, quadrilha ou bando organizado;

§ 1º. - O internamento, nos termos do n.º 2º e § 2º do artigo 70º, só poderá ter lugar pela primeira vez quando aos indivíduos indicados nos n.ºs. 1º, 2º, 7º e 9º.

Aos indivíduos indicados nos n.ºs. 3º, 4º, 5º, 6º, e 8º será imposta, pela primeira vez, a caução de boa conduta ou a liberdade vigiada e, pela segunda, a liberdade vigiada com caução elevada ao dobro, ou o internamento.

§ 2º. - Os delinquentes que forem alcoólicos habituais e predispostos pelo alcoolismo para a prática de crimes, ou abusem de estupefacientes, poderão cumprir a pena em que tiverem sido condenados e ser internados após esse cumprimento em estabelecimento especial, em prisão-asilo ou em casa de trabalho ou colónia agrícola por período de seis meses a três anos.

O internamento só pode ser ordenado na sentença que tiver condenado o delinquente.

§ 3º. - Em relação aos estrangeiros, as medidas de segurança poderão ser substituídas pela expulsão do território nacional.

§ 4º. - A aplicação de medidas de segurança que não devam ser impostas em processo penal conjuntamente com a pena aplicável a qualquer crime ou em consequência de inimputabilidade do delinquente, e bem assim a prorrogação e substituição de medidas de segurança, tem lugar em processo de segurança ou complementar, nos termos da respectiva legislação processual."

Myanmar/Birmanie

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

Code pénal, loi 45/1860, volume VIII, édition révisée⁶⁷

Article 377

« Quiconque a volontairement un rapport charnel contre l'ordre de la nature avec un homme, une femme ou un animal sera puni par la déportation à vie, ou par une peine de prison de l'une ou l'autre description pour une période qui peut aller jusqu'à 10 ans, et sera sujet à une amende. »

Namibie

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

La sodomie, ou « Crime sexuel contre-nature », est interdite et réprimée comme une violation du droit coutumier⁶⁸. Elle ne semble couvrir que les actes sexuels entre hommes.

Nauru

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

Code criminel du Queensland dans son application à Nauru.^{69 70}

« 208. Toute personne qui :

- (1) a des relations charnelles contre-nature avec une autre personne ; ou
- (2) a des relations charnelles avec un animal ; ou
- (3) consent à ce qu'un homme ait des rapports charnels contre-nature avec lui ou elle ;

est coupable d'un crime, et est passible d'une peine d'emprisonnement avec travaux forcés de quatorze ans. »

Népal

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Code national 1963/2001⁷¹

Chapitre 16, Viol d'animal/ sodomie

- (1) « Nul ne doit avoir de relations sexuelles avec un animal à 4 pattes ou commettre, ou permettre la commission d'aucun acte sexuel contre-nature.
- (2) Si une personne a une relation sexuelle avec une vache, il sera puni d'une peine de 2 ans d'emprisonnement et s'il s'agit d'un animal à 4 pattes autre qu'une vache, il sera puni d'une peine de 6 mois d'emprisonnement.
- (3) Si une femme permet à un animal à 4 pattes d'avoir une relation sexuelle avec elle, elle sera puni d'une peine d'un an d'emprisonnement et devra verser une amende de 500 roupies.
- (4) Quiconque commet ou permet la commission d'un acte sexuel contre-nature sera puni d'une peine d'emprisonnement d'un an et d'une amende de 5.000 roupies.
- (5) Le délit sera prescrit après un an si aucune plainte n'a été soumise. »

Niger

Homme/Homme   Non illégal en tant que tel   Femme/Femme   Non illégal en tant que tel

Code pénal de 1961, tel qu'amendé en 1993.⁷²

Article 275: « Un trouble public est causé par tout acte matériel contraire aux bonnes mœurs de telle sorte qu'un tiers a pu en être témoin ou qu'un tiers aurait pu en être témoin et offensé. »

Article 276: « Toute personne qui cause un trouble public sera punie d'une peine d'emprisonnement entre 3 mois et 3 ans et d'une amende entre 10.000 et 100.000 Francs. »

Article 277: « Tout acte obscène commis directement sur une autre personne de l'un ou l'autre sexe sera constitutif d'un crime contre la décence publique. »

Article 278: « Tout atteinte à la décence publique qui est commise et toute tentative de commettre une telle atteinte sans violence sur la personne d'une enfant âgé de moins de 13 ans de l'un ou l'autre sexe sera puni d'une peine d'emprisonnement comprise entre 2 mois et 10 ans et d'une amende entre 20.000 et 200.000 Francs. »

Nigeria

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal*

Code pénal, chapitre 77, Lois de la Fédération du Nigeria, 1990.⁷³

Chapitre 21 : Délits contre la Moralité.

Article 214 : « Toute personne qui :

- (1) a des relations charnelles contre-nature avec une autre personne ; ou
- (2) a des relations charnelles avec un animal ; ou
- (3) consent à ce qu'un homme ait des rapports charnels contre-nature avec lui ou elle ;

est coupable d'un crime et est passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze (14) ans. »

Article 215 : « Toute personne qui tente de commettre n'importe lequel des délits décrits à l'article précédente est coupable d'un crime et est passible d'une peine d'emprisonnement de sept (7) ans. Le criminel ne peut pas être arrêté sans mandat. »

Article 217. « Tout homme qui, en public ou en privé, commet une atteinte à la pudeur avec un autre homme, permet à un autre homme de commettre de tels actes d'atteinte à la pudeur avec lui, ou tente de permettre la commission de tels actes à tout autre homme avec lui-même ou un autre homme, en public ou en privé, est coupable d'un crime et est passible d'une peine d'emprisonnement de trois (3) ans. Le criminel ne peut pas être arrêté sans mandat. »

Article 352. « Toute personne qui en agresse une autre avec l'intention d'avoir des relations charnelles contre-nature avec lui ou elle est coupable d'un crime et est passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze (14) ans. »

Article 353. « Toute personne qui agresse illégalement et indécentement un autre homme est coupable d'un crime, et est passible d'une peine d'emprisonnement de trois (3) ans. Le criminel ne peut pas être arrêté sans mandat. »

Note : Quelques états du nord du Nigeria ont adopté les lois islamiques de la Charia, criminalisant les activités sexuelles entre personnes de même sexe. La peine maximale encourue pour de tels actes entre hommes est la peine de mort, tandis que la peine maximale encourue pour de tels actes entre femmes est une peine de flagellation publique et/ou d'emprisonnement. Ces lois diffèrent des lois fédérales, par le fait que la plupart d'entre elles interdisent aussi les relations sexuelles entre femmes.

Les États du Nigeria ayant instauré de telles lois sont⁷⁴ :

Bauchi (2001), Borno (2000), Gombe (2001), Jigawa (2000), Kaduna (2001), Kano (2000), Katsina (2000), Kebbi (2000), Niger (2000), Sokoto (2000), Yobe (2001) et Zamfara (2000).

(entre parenthèses l'année d'adoption de ces lois pour chaque Etat)

Voici un exemple de l'un de ces Codes pénaux :

État du Nigeria de Zamfara - Loi du Code Pénal de la Charia, 2000 (entrée en vigueur le 27 janvier 2000).⁷⁵

Chapitre VIII

Sodomie (Liwat)

Article 130. Définition du crime de sodomie.

« Quiconque a des relations charnelles contre-nature avec un homme ou une femme est réputé commettre le

crime de sodomie :

Sous réserve que quiconque, est contraint par l'usage de la force, de menaces, ou sans son consentement à commettre l'acte de sodomie sur autrui ou à être le sujet d'un acte de sodomie, ne soit pas considéré comme ayant commis ce crime. »

Article 131. Punition du crime de sodomie.

« Quiconque commet le crime de sodomie devra être puni :

(a) par une centaine de coups de fouet si la personne n'est pas mariée, elle est aussi passible d'un (1) an d'emprisonnement ; ou

(b) Par lapidation à mort si la personne est mariée. (rajm)

Explication : Une simple pénétration est suffisante pour constituer la relation charnelle nécessaire au crime de sodomie. »

Lesbianisme (Sihaq)

Article 134. Définition du crime de lesbianisme.

« Quiconque, étant une femme, a des relations charnelles avec une autre femme au moyen de leur organe sexuel ou de tout autre stimulation ou excitation sexuelle réciproque, a commis le crime de lesbianisme. »

Article 135. Punition du crime de lesbianisme.

« Quiconque se rend coupable du crime de lesbianisme sera punie par flagellation d'une peine pouvant aller jusqu'à cinquante coups de fouet, ainsi que d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois.

Explication : Le crime est commis par la fusion contre-nature des organes sexuels féminins et ou par l'utilisation de moyens naturels ou artificiels pour stimuler ou atteindre l'excitation ou la satisfaction sexuelles. »

Outrage aux bonnes mœurs /Atteinte à la pudeur.

Article 138. Actes d'atteinte à la pudeur

« Quiconque commet un acte d'atteinte à la pudeur sur autrui sans son consentement ou en usant de la force ou de menaces, contraint une autre personne à se joindre à lui dans la commission de tels actes doit être puni par administration de quarante coups de fouet, et doit aussi être passible d'un an d'emprisonnement ainsi que d'une amende.

Sous réserve que le consentement donné par une personne de moins de quinze ans pour de telles atteintes pratiquées par son professeur, son gardien ou toute personne investie de confiance pour ses soins ou son éducation ne soit pas considéré comme un consentement dans le cadre de cette section. »

Niue (Nouvelle-Zélande)

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Légal

Loi sur Niue de 1966 (appliquée aussi à Tokelau)⁷⁶

« Article 170. Sodomie.

(1) Celui qui commet la sodomie avec un être humain ou avec tout autre être vivant est passible d'une peine d'emprisonnement de dix (10) ans.

(2) Ce crime est caractérisé par la pénétration.

Cf. 1915, n°40, sec. 206 »

« Article 171. Tentative de sodomie et atteinte à la pudeur sur les hommes.

(1) Celui qui :

(a) tente de commettre un acte de sodomie ; ou

(b) agresse qui que ce soit avec l'intention de commettre un acte de sodomie ; ou

(c) en tant qu'homme, porte atteinte à la pudeur d'un autre homme est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) ans.

(2) Le fait qu'un homme, quelque soit son âge, ait consenti à des actes indécents ne constitue en aucun cas une défense dans le cadre d'une inculpation pour attentat à la pudeur.

Cf. 1915, n°40, sec. 207 »

Note : Niue est un pays associé à la Nouvelle-Zélande. Les lois de Niue ne s'appliquent qu'à Niue et non en Nouvelle-Zélande.

Oman

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal de 1974

Article 223. « Toute personne qui commet des actes sexuels avec une personne du même sexe sera poursuivie, même si aucune plainte n'est déposée, pour commission d'actes homosexuels ou lesbiens si cet acte occasionne un trouble public et sera punie d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans. »

Ouganda

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code pénal de 1950 (Chapitre 120) (tel qu'amendé) ⁷⁷

Article 145. « Infractions contre-natures

Toute personne qui

(a) a une relation charnelle avec une autre personne contre l'ordre de la nature;

(b) a une relation charnelle avec un animal;

(c) permet à un homme d'avoir avec lui ou elle une relation charnelle contre l'ordre de la nature;

commet une infraction et est passible de l'emprisonnement à vie. »

Article 146. « Tentatives de commettre des infractions contre-natures

Toute personne qui tente de commettre l'une quelconque des infractions prévues à l'article 145 se rend coupable de félonie et est passible d'un emprisonnement de 7 ans. »

Article 148. Pratiques indécentes

« Toute personne qui, en public ou en privé, commet un acte d'indécence grave avec une autre personne ou permet à une autre personne de commettre un acte d'indécence grave avec lui ou elle ou tente de procurer la commission d'un tel acte par toute personne avec lui ou elle-même ou avec une autre personne, en public ou en privé, commet une infraction et est passible d'un emprisonnement de 7 ans. »

Ouzbékistan

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code pénal de 1994 (en vigueur depuis le 1^{er} avril 1995) (amendé en 1999)⁷⁸

Article 120. Besoqolbozlik* (Relations homosexuelles)

« Une Besoqolbozlik, c'est à dire une relation sexuelle volontaire entre deux hommes - sera passible d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois ans. »

Pakistan

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal (Loi XLV de 1860)⁷⁹

Article 377 : « Crimes contre-nature »

« Quiconque entretient volontairement des relations charnelles contre-nature avec un homme, une femme ou un animal, doit être puni d'un emprisonnement à vie, ou par un emprisonnement qui ne devra pas être inférieur à deux ans, ni supérieur à dix ans, et sera aussi passible d'une amende. »

Palau (République de Belau)

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code national de la République de Belau 1990⁸⁰ Code pénal⁸¹

Article 2803

La sodomie, qu'elle soit opérée sur des hommes ou des femmes est passible d'un maximum de dix ans d'emprisonnement. (Titre 17.2803)

Selon la définition de la sodomie dans les autres pays de cette zone (Micronésie), qui ne couvre que les relations anales ; cela doit probablement refléter la situation dans la république du Belau.

Panama

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Décret N° 149, 1949⁸²

Article 12. « La prostitution cachée, le proxénétisme, l'homosexualité (...) seront punis des peines suivantes : (...) c) Pour l'homosexualité : d'une peine de 3 mois à 1 an de prison ou d'une amende de 50,00 à 500,00 USD. »

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code pénal, 1974 (renforcé par la loi n° 12 de 1993)⁸³

Article 210. Crimes contre-nature.

« (1) Une personne qui :

- (a) entretient des relations charnelles contre-nature avec une autre personne ; ou
- (b) entretient des relations charnelles avec un animal ; ou
- (c) consent à ce qu'un homme ait des relations charnelles contre-nature avec lui ou elle,

est coupable d'un crime.

Peine prévue : Emprisonnement pour un maximum de quatorze (14) ans.

(2) Une personne qui tente de commettre les crimes décrits dans la section (1) est coupable d'un crime. »

Peine prévue : Emprisonnement pour un maximum de sept (7) ans.

Article 212. Pratiques indécentes entre hommes.

« (1) Un homme qui, en public ou en privé :

- (a) commet un acte d'atteinte à la pudeur sur un autre homme ; ou
- (b) permet à un autre homme de commettre des actes d'atteinte à la pudeur avec lui-même ou avec un autre homme ; ou
- (c) tente d'obtenir la commission de tels actes d'un autre homme pour lui-même ou tout autre homme,

est coupable d'une infraction. »

Peine prévue : Emprisonnement pour un maximum de trois (3) ans.

Qatar

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal (Loi n° 11 de 2004).⁸⁴

Les actes sexuels avec une femme de plus de 16 ans sont interdits en application de l'article 281 tandis que les actes sexuels avec un homme sont interdits en application de l'article 284.

La sanction pour les hommes et les femmes est d'un maximum de 7 ans de prison.

Saint-Christophe-et-Nièvés

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal
Loi contre les crimes d'atteinte à la personne⁸⁵⁸⁶

Article 56

« Le crime abominable de sodomie » - jusqu'à 10 ans d'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés.

Article 57

« Quiconque essaie de commettre ledit crime abominable, ou est coupable de n'importe quelle agression avec l'intention de commettre la même chose, ou de n'importe quelle agression indécente envers toute personne mâle, est coupable de délit, et est de fait condamné à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 4 ans avec ou sans travaux forcés. »

Sainte-Lucie

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal
Code criminel, N° 9 de 2004 (effectif le 01 Janvier 2005)⁸⁷

Indécence grave

Article 132.-« 1 Toute personne qui commet un acte d'indécence grave avec une autre personne est coupable d'un délit et est passible d'une condamnation à un emprisonnement de 10 ans ou condamnation abrégée à 5 ans.
(2) La sous-section 1 ne s'applique pas à un acte d'indécence grave commis en privé entre un individu mâle adulte et un individu femelle adulte, tout deux consentants.
(3) Aux fins de la sous-section (2)-
(a) Un acte sera considéré comme n'ayant pas été commis en privé s'il est commis dans un endroit public, et
(b) une personne sera considérée comme ne consentant pas à commettre un tel acte si-
(i) Le consentement est extorqué de force, par la menace ou la crainte de violence physique, ou est obtenu par le mensonge et la fraude sur la nature réelle de l'acte.
(ii) Le consentement est obtenu par l'application ou l'administration de toute drogue, matière ou chose avec l'intention d'intoxiquer ou d'étourdir la personne, ou
(iii) cette personne souffre d'une trouble mental et que dont l'autre partie a ou pourrait avoir raisonnable connaissance.
4) Dans cette section une 'indécence grave' est un acte autre que le rapport sexuel (qu'il soit naturel ou non naturel) de la part d'une personne, qui implique l'usage des organes génitaux dans le but d'exciter ou de satisfaire le désir sexuel. »

Sodomie

Article 133. – « (1) Une personne qui commet la sodomie est coupable d'un crime et est passible après jugement d'une condamnation à une peine d'emprisonnement:
(a) à perpétuité, si le crime est commis par la force et sans le consentement de l'autre personne,
(b) de dix ans, dans tout autre cas.
(2) Toute personne qui tente de commettre la sodomie, ou qui commet une agression avec l'intention de commettre la sodomie, est coupable d'un délit et est passible d'un emprisonnement de cinq ans.
(3) Dans cette section 'sodomie' signifie rapport sexuel *anal*, de la part d'une personne du sexe masculin avec une autre personne du sexe masculin. »

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal
Code criminel, 1990⁸⁸

Article 146

Toute personne qui « commet la sodomie (rapport anal) avec toute autre personne » et toute personne qui « commet la sodomie avec elle ou lui, » est « passible d'une peine emprisonnement de dix ans. »

Article 148

« Toute personne qui, en public ou en privé, commet, ou encourage à commettre, ou procure ou tente de procurer la commission de la part d'une personne de même sexe de tout acte de grave indécence avec elle-même ou lui-même, est coupable d'offense et passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans. »

Îles Salomon

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Illégal

Lois des Îles Salomon (édition révisée de 1996)⁸⁹ Code pénal [Chap. 26]

Infractions contre nature

Article 160. « Toute personne qui:

- (a) commet la sodomie avec une autre personne ou avec un animal ;
- (b) permet à une personne mâle de commettre la sodomie avec lui ou avec elle, sera coupable d'un crime, et sera passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze ans. »

Tentative de commettre des infractions contre nature

Article 161. « Toute personne qui tente de commettre l'une quelconque des infractions spécifiées dans le paragraphe précédent, ou qui est coupable de quelque agression avec l'intention de la commettre, ou d'une agression indécente sur une personne mâle sera coupable d'un crime, et passible d'une peine d'emprisonnement de sept ans. »

Pratiques indécentes entre personnes de même sexe
9 de 1990, § 2

Article 162. « Toute personne qui, soit en public soit en privé:

- (a) commet un acte d'une grave indécence avec une personne de même sexe;
- (b) permet à une autre personne de même sexe de commettre un acte d'une grave indécence ; ou
- (c) tente de permettre la commission d'un acte d'une grave indécence par des personnes de même sexe, sera coupable d'un crime et passible d'un emprisonnement de cinq ans. »

Samoa (État indépendant des)

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Légal

Ordonnance criminelle de 1961. Lois des Samoa Occidentales, 1996 Réimpression⁹⁰

Article 58D. « Indécence entre hommes -

- (1) Est passible d'une peine d'emprisonnement d'un maximum de cinq (5) ans, celui qui, étant un homme,
  - (a) agresse indécemment un autre homme ; ou
  - (b) commet un acte indécent avec ou sur un autre homme ; ou
  - (c) incite ou permet à un autre homme de pratiquer des actes indécents avec ou sur lui.
- (2) Aucun garçon de moins de 16 ans ne devra être inculpé pour avoir commis ou pour avoir pris part à une infraction contre les paragraphes (b) et (c) de la sous-section (1) de cette section, sauf si l'autre homme avait moins de 21 ans.
- (3) Le fait que l'autre partie ait éventuellement consenti ne peut constituer une défense lors d'une inculpation sous cette section. »

Cf. 1961, n° 43, sec. 141 (N.Z.)

Article 58E. « Sodomie -

- (1) Quiconque pratique une sodomie est passible :
  - (a) lorsque l'acte de sodomie est commis sur une femme, à une peine d'emprisonnement n'excédant pas sept (7) ans ;
  - (b) lorsque l'acte de sodomie est commis sur un homme, et, qu'au moment des faits, cet homme avait moins de 16 ans et que le contrevenant avait 21 ans ou plus, à une peine d'emprisonnement n'excédant pas sept (7) ans.

- ans ;
- (c) dans tous les autres cas, à une peine d'emprisonnement n'excédant pas cinq (5) ans.
  - (2) L'infraction est commise lorsqu'il y a pénétration.
  - (3) Lorsque la sodomie est pratiquée sur une personne de moins de 16 ans, il ne doit pas être inculpé pour avoir pris part à cette infraction, mais peut être inculpé pour avoir pris part à une infraction à la section 58D de ce texte de loi dans les cas où celle-ci s'applique.
  - (4) Le fait que l'autre partie ait éventuellement consenti ne peut constituer une défense lors d'une inculpation sous cette section. »

Article 58G. « Tentative de pratique de la sodomie ou de bestialité - Est passible d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas cinq (5) ans, toute personne qui :

- (a) tente de pratiquer une sodomie ou un acte de bestialité ; ou
- (b) agresse une autre personne avec l'intention de pratiquer une sodomie. »

Cf. 1961, n° 13, sec. 48

Sao Tomé-et-Principe

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code Pénal du 16 septembre 1886⁹¹ (hérité de l'ère coloniale portugaise).

Les articles 70 et 71 ajoutent des mesures de sécurité pour les personnes qui pratiquent habituellement des actes contre l'ordre de la nature, en déclarant que ces personnes seront envoyées à des camps de travail.

Pour le texte de loi en portugais, voir la section Mozambique.

Sénégal

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Extrait de la Loi de Base n° 65-60 du 21 Juillet 1965 portant Code Pénal^{92 93}

Article 319:3
 « Sans préjudice des peines plus graves prévues par les alinéas qui précèdent ou par les articles 320 et 321 du présent Code, sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 100.000 à 1.500.000 francs, quiconque aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe. Si l'acte a été commis avec un mineur de 21 ans, le maximum de la peine sera toujours prononcé. »

Seychelles

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code pénal⁹⁴

Article 151. « Quiconque -

- a. a une relation sexuelle avec une personne contre l'ordre de la nature ; ou
- b. a une relation sexuelle avec un animal ; ou
- c. permet un homme d'avoir une relation sexuelle avec lui ou elle contre l'ordre de la nature est coupable d'un crime, et passible d'une peine de quatorze ans de prison. »

Sierra Leone

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Loi sur les infractions contre les personnes (1861)⁹⁵

L'article 61 de la loi susnommée réprime la sodomie et la bestialité d'une peine d'emprisonnement à vie.

Singapour

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal
Code pénal (chapitre 22) dans son édition révisée de 1998⁹⁶

Infractions contre natures

Article 377. « Quiconque a volontairement une relation sexuelle contre l'ordre de la nature avec tout homme, femme, ou animaux, sera puni de l'emprisonnement à vie, ou d'un emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à dix ans, et sera également passible d'une amende.

Explication.

La pénétration est suffisante pour constituer le rapport charnel nécessaire pour constituer l'infraction décrite dans ce paragraphe. »

Outrages contre la décence.

Article 377A. « Toute personne mâle qui, en public ou en privé, commet, ou aide à commettre, ou permet ou tente de permettre la commission par toute personne mâle, d'une indécence grave envers une autre personne grave, sera puni d'emprisonnement pour une durée pouvant aller jusqu'à 2 ans. »

Somalie

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal
Code pénal, décret n° 5/1962 (entré en application le 3 avril 1964)⁹⁷

Article 398 paragraphe 4

Définition du rapport charnel : pénétration par l'organe sexuel mâle

Article 409 « Homosexualité »

« Quiconque à une relation sexuelle avec une personne de même sexe sera punie, lorsque l'acte ne constitue pas un crime plus grave, d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans.

Lorsque

a) l'acte commis

b) constitue un acte de luxure différent d'une relation sexuelle, la peine imposée sera réduite d'un tiers. »

Article 410 Mesures de sécurité

« Une mesure de sécurité pourra être ajoutée aux condamnations pour les crimes prévus aux articles 407, 408 et 409. »

Soudan

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal
Le Code pénal de 1991 (Loi n° 8 1991)⁹⁸

Article 148 Sodomie

« (1) Tout homme qui insère son pénis ou son équivalent dans l'anus d'une femme ou d'un homme ou qui a permis à un autre homme d'insérer son pénis ou son équivalent dans son anus est réputé avoir commis la sodomie.

(2) (a) Quiconque commet la sodomie sera puni d'une flagellation de cent coups de fouet et sera également passible de cinq ans d'emprisonnement maximum.

(b) Si le coupable est condamné pour la seconde fois, il sera puni d'une flagellation de cent coups et d'un emprisonnement d'une durée n'excédant pas cinq ans.

(c) Si le coupable est condamné pour la troisième fois il sera puni de mort ou de l'emprisonnement à vie. »

Article 151 Actes indécents

« Quiconque commet un acte d'une grave indécence sur la personne d'une autre personne ou tout acte sexuel équivalent à Zina ou à la sodomie sera puni d'au plus quarante coups et sera également passible d'emprisonnement pour une durée qui n'excédera pas un an ou d'une amende. »

Sri Lanka

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Code pénal de 1883 N° 2 (Chap. 19)⁹⁹

Article 365 - « Des relations sexuelles volontaires avec un homme, une femme ou un animal et contraires à l'ordre de la nature - emprisonnement pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans».

Article 365A (introduit par la loi amendant le Code pénal n° 22 de 1995 ¹⁰⁰

«Toute personne qui, en public ou en privé, commet, ou participe à la commission de, ou permet ou tente de permettre la commission par toute personne d'un acte d'une grave indécence avec une autre personne, sera coupable d'un délit et sera punie d'emprisonnement d'une forme ou d'une autre, pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans, ou d'une amende, ou des deux et lorsque l'infraction a été commise par une personne majeure de dix-huit (18) ans sur une personne mineure de seize (16) ans, sera punie d'emprisonnement rigoureux pour une durée entre 10 ans et 20 ans, et avec une amende, et sera également condamnée à payer des dommages d'un montant déterminé par le tribunal à la personne sur laquelle l'infraction a été commise, au titre des torts causés par elle. »

Swaziland

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Pas clair

« Sodomie - c'est le rapport sexuel par l'anus entre deux humains mâles. » - est puni comme infraction du droit coutumier. ¹⁰¹

Les informations sont contradictoires quant à savoir si l'interdiction du droit coutumier concernerait également les actes entre femmes. Le Rapport juridique mondial de l'ILGA indique qu'elle concerne et les hommes et les femmes ¹⁰² mais sur la base de l'interdiction dans le droit coutumier de la sodomie dans d'autres endroits d'Afrique, ne concernant que la « relation anale », l'information sur la réglementation femme/femme est déclarée « pas claire ».

Le gouvernement prévoit d'inclure l'interdiction de tous les actes gays et lesbiens dans sa révision de la loi sur les infractions sexuelles. Les peines proposées sont l'emprisonnement pour une période minimale de deux ans, ou une amende minimum de 5000 E. La révision n'a pas toutefois encore été adoptée. ¹⁰³

Syrie

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Pas clair

Code pénal, 1949 ¹⁰⁴

Article 520. « Toute relation sexuelle non naturelle sera punie d'une peine d'emprisonnement d'un maximum de 3 ans. »

Tanzanie

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal*

Code pénal de 1945 (tel qu'amendé par la loi spéciale sur les délits sexuels de 1998)¹⁰⁵

Article 154. délits contre-nature

« (1) Toute personne qui-

(a) a des relations sexuelles contre-nature avec une autre personne; ou

(b) a des relations sexuelles contre-nature avec un animal; ou

(c) consent à ce qu'un homme ait des relations sexuelles contre-nature avec lui ou elle commet un délit et est passible d'emprisonnement à vie, et dans tous les cas d'une peine d'emprisonnement ne pouvant être inférieure à

30 années.

(2) Lorsque le délit décrit dans la sous section (1) de cette section est commis sur un enfant de moins de 10 ans, l'auteur sera condamné à la prison à vie. »

Article 155. Tentative de commettre des délits contre-nature

« Toute personne qui tente de commettre l'un des délits décrits sous la section 154 commet un délit et, en cas de condamnation, sera passible d'une peine d'emprisonnement ne pouvant être inférieure à 20 années. »

A noter que cette loi fédérale ne prévoit pas les activités sexuelles entre femmes. Néanmoins, à Zanzibar, de tels actes sont criminalisés. Voir ci-dessous pour plus de détails.

Code pénal de Zanzibar de 1934 (tel que modifié en 2004. Les amendements prennent effet en août 2004)^{106 107}

« Une personne condamnée pour sodomie sera passible de 25 ans de prison. »

Cet amendement prévoit des condamnations de 7 ans d'emprisonnement maximum et 700 000 shillings d'amende pour les actes sexuels entre femmes.

Togo

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Illégal

Code pénal du 13 Août 1980¹⁰⁸

Art. 88 - « Sera puni d'un emprisonnement d'un à trois (03) ans et d'une amende de 100 000 à 500 000 francs quiconque aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe. »

Tokelau (Nouvelle-Zélande)

Homme/Homme	Illégal	Femme/Femme	Légal

Loi sur Niue de 1966 (identique à Niue)¹⁰⁹

Article 170. Sodomie - « (1) Sera puni d'un emprisonnement de 10 ans quiconque commets un acte de sodomie avec un être humain, ou avec toute autre créature vivante.

(2) Ce délit est constitué dès lors qu'il y a pénétration.

Cf. 1915, No. 40, s. 206 »

Article 171. « Tentative de sodomie et agressions indécentes sur des hommes - (1) Sera puni d'un emprisonnement de 5 ans celui qui -

(a) tente de commettre un acte de sodomie; ou

(b) agresse une personne dans l'intention de commettre un acte de sodomie; ou

(c) Etant un homme, agresse de manière indécente un autre homme.

(2) Le fait que l'homme quel que soit son âge soit consentant à ce délit d'indécence ne constitue pas une défense à l'accusation d'agression indécente.

Cf. 1915, No. 40, s. 207 »

A noter : Selon les lois criminelles de Tokelau de 1975, les Parties 5, 6 et 7 de la Loi sur Niue de 1966 (qui inclut les sections 170 et 171) est également applicable à Tokelau, Tokelau n'ayant pas son propre Code pénal. Noter également que des lois peuvent être applicables à Tokelau en tant qu'associé à la Nouvelle-Zélande mais les Lois de Tokelau ne sont pas applicables en Nouvelle-Zélande.

Tonga

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

Lois du Tonga¹¹⁰ Peines Criminelles [Cap 18] Edition 1988

Sodomie et acte bestial.

Article 136. « Quiconque est reconnu coupable du crime de sodomie avec une autre personne ou d'acte bestial avec un animal sera passible à la discrétion de la cour d'une peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser 10 ans et l'animal sera tué par un agent public. » (remplacé par la loi n°9 de 1987.)

Agression avec l'intention de commettre l'acte de sodomie.

Article 137. « Est un délit l'agression d'une personne par une autre dans l'intention de commettre un acte de sodomie. » (Inséré par le loi n°9 de 1987.)

Tentative de sodomie, agression indécente sur un homme.

Article 139. « Quiconque essaiera de commettre l'abominable délit de sodomie ou sera coupable d'une agression avec intention de commettre ce même acte ou toute agression indécente sur un autre homme sera passible selon l'avis de la cour d'un emprisonnement ne pouvant dépasser 10 ans. »

Preuve.

Article 140. « Lors du procès de toute personne accusée de sodomie ou de relations charnelles contre nature, il ne sera pas nécessaire de prouver l'émission réelle de sperme, mais le délit sera constitué à la seule preuve de pénétration. »

Trinité-et-Tobago

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Loi sur les délits sexuels No. 27 de 1986 (Modifiée par la loi amendée No. 31 de 2000)¹¹¹

Section 13 « Sodomie »

Sodomie commise par un adulte sur un autre adulte - 25 ans de prison.

Section 16 « Rapt d'une femme »

Activités sexuelles entre femmes - emprisonnement de 10 ans pour un premier délit et de 15 ans pour les délits suivants.

Tunisie

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal

Code pénal (révisé en 1964)¹¹²

Article 230. - « La sodomie, si elle ne rentre dans aucun des cas prévus aux articles précédents, est punie d'emprisonnement pendant trois ans. »

Turkménistan

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal

Code pénal de 1997 (Effectif au 1^{er} janvier 1998)¹¹³

Article 135. Sodomie

(1) « La sodomie, c'est à dire relation sexuelle d'un homme avec un autre homme, est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans. »

Tuvalu

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal
Lois de Tuvalu¹¹⁴ Code pénal [Ch. 8] édition révisée de 1978

Crimes contre-nature

Article 153. « Toute personne qui-

- (a) commet la sodomie avec une autre personne ou avec un animal ; ou
  - (b) permet à un homme de commettre la sodomie sur lui ou sur elle,
- sera coupable d'un crime et sera passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze ans. »

Tentatives de commission de crimes contre-nature et outrages à la pudeur.

Article 154. « Toute personne qui tente de commettre un des crimes spécifiés dans la section précédente, ou qui se rend coupable d'une agression avec l'intention de commettre ces mêmes crimes, ou qui se rend coupable de n'importe quel acte indécent sur la personne d'un homme, sera coupable d'un crime et sera passible d'une peine d'emprisonnement de sept ans. »

Pratiques indécentes entre hommes.

Article 155. « Tout homme qui, que ce soit en public ou en privé, commet un acte d'indécence flagrante envers un autre homme, ou permet à cet homme de commettre ces actes indécents avec lui, ou tente de permettre la commission de tels actes par n'importe quel homme sur lui-même ou un autre homme, que ce soit en privé ou en public, sera coupable d'un crime et sera passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans. »

Yémen

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Illégal
Code Pénal 1994¹¹⁵

Article 264

« L'homosexualité entre hommes est définie comme relation anale. La sanction pour un homme célibataire est de 100 coups de fouet ou un an d'emprisonnement, tandis que la sanction pour les hommes mariés est la peine de mort par lapidation. »

Article 268

L'homosexualité entre femmes, qui est définie comme une stimulation sexuelle par friction. La sanction pour un acte prémédité est d'un maximum de 3 ans de prison et jusqu'à 7 ans de prison pour les actes commis pas force. »

Zambie

Homme/Homme   Illégal   Femme/Femme   Légal
Volume 7 - Édition 1995 (Révisé)¹¹⁶

Article 155. « Toute personne qui :

- (a) a des relations charnelles contre-nature avec une autre personne ; ou
  - (b) a des relations charnelles avec un animal ; ou
  - (c) consent à ce qu'un homme ait des relations charnelles contre-nature avec lui ou elle ;
- est coupable d'un crime et est passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze (14) ans.
(comme amendé par la loi n°26 de 1933 : Crimes contre-nature) »

Article 156. « Toute personne qui tente de commettre l'un des crimes spécifié dans la section précédente est coupable d'un crime et est passible d'une peine d'emprisonnement de sept (7) ans.
(comme amendé par la loi n°26 de 1933 : Tentative de commission de crimes contre-nature) »

Article 158. « Tout homme qui, que ce soit en public ou en privé, commet un acte quelconque d'outrage à la pudeur

avec un autre homme, ou obtient d'un autre homme qu'il commette un acte d'outrage à la pudeur avec lui, ou tente d'obtenir la commission de tels actes par un autre homme avec lui ou tout autre homme, que ce soit en public ou en privé, est coupable d'un crime et est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) ans.
(comme amendé par la loi n°26 de 1933 : Pratiques indécentes entre hommes) »

Zimbabwe

Homme/Homme Illégal Femme/Femme Légal

Code criminel (Codification et Réforme) Loi [Chapitre 9 :23] Loi 23/2004¹¹⁷ (Entrée en vigueur le 8 juillet 2006)

Article 73 Sodomie

« (1) Tout homme qui, avec le consentement d'un autre homme, a, en toute connaissance de cause, des relations sexuelles anales avec cette autre personne, ou toutes autres relations impliquant un contact physique qu'une personne raisonnable pourrait percevoir comme une atteinte à la décence, sera coupable de sodomie et passible d'une amende de niveau quatorze ou supérieur, ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas un (1) an, ou les deux.

(2) En fonction de la sous-section (3), les deux participants aux actes décrits dans la sous-section (1) peuvent être inculpés et condamnés pour sodomie.

(3) Pour éviter tout doute, il est déclaré que l'inculpation adéquate pour un homme qui a des relations sexuelles anales ou commet un acte indécent envers un jeune homme :

(a) qui a moins de douze ans, sera d'agression sexuelle aggravée ou d'agression sexuelle, selon le cas ; ou

(b) qui a plus de douze ans mais moins de seize ans et sans le consentement du jeune homme, sera d'agression sexuelle aggravée ou d'agression sexuelle, selon le cas ; ou

(c) qui a plus de douze ans mais moins de seize ans et avec le consentement du jeune homme, sera d'attentat à la pudeur sur une jeune personne. »

Vue générale des droits LGBTI dans le monde

L'année entre parenthèses fait référence à l'année d'entrée en vigueur de la réforme.

Actes homosexuels légaux

Albanie (1995)	Afrique du Sud (1998)	Allemagne (1969) ¹¹⁸	Andorre	Antilles néerlandaises
Argentine (1887)	Arménie (2003)	Australie	Autriche (1971)	Azerbaïdjan (2000)
Bahamas (1991)	Belgique (1795)	Biélorussie (1994)	Bolivie	Bosnie-Herz. (1998)
Brésil (1831)	Bulgarie (1968)	Burundi	Cambodge	Canada (1969)
Chili (1998)	Cap Vert (2004)	Centrafricaine (Rép.)	Chine	Cisjordanie (Autorité palestinienne)
Colombie (1981)	Congo	Corée du Nord	Corée du Sud	Côte d'Ivoire
Croatie (1977)	Cuba (1979)	Chypre (1998)	Danemark (1933)	Dominicaine (Rép.)
El Salvador	Equateur (1997)	Espagne (1979)	Estonie (1992)	Etats-Unis (2003) ¹¹⁹
Fidji (2005)	Finlande (1971)	France (1791)	Gabon	Géorgie (2000)
Grèce (1951)	Guatemala	Guinée équatoriale	Haïti	Honduras
Hongrie(1962)	Islande (1940)	Irlande (1993)	Israël (1988)	Italie (1890)
Japon (1882)	Jordanie (1951)	Kazakhstan (1998)	Kosovo (1994)	Kirghizistan (1998)
Laos	Lettonie (1992)	Liechtenstein (1989)	Lituanie (1993)	Luxembourg (1795)
Macédoine (1996)	Madagascar	Mali	Malte (1973)	Marshall (Îles) (2005)
Mexique (1872)	Micronésie	Moldavie (1995)	Monaco (1793)	Mongolie
Monténégro (1977)	Nicaragua (2008)	Norvège (1972)	Nouvelle-Zélande (1986)	Paraguay
Pays-Bas (1811)	Pérou (1924)	Philippines	Pologne (1932)	Porto Rico (associé aux Etats-Unis) (2005)

Portugal (1983)	Roumanie (1996)	Royaume-Uni (1967-) ¹²⁰	Russie (1993)	Rwanda
Saint-Marin (1865)	Serbie (1994)	Slovaquie (1962)	Slovénie (1977)	Suède (1944)
Suisse (1942)	Suriname	Taiwan	Tadjikistan (1998)	Tchèque (Rép.) (1962)
Thaïlande (1957)	Timor-Leste	Turquie (1858)	Ukraine (1991)	Uruguay (1934)
Vanuatu	Venezuela	Vietnam		

Actes homosexuels illégaux

Afghanistan	Algérie	Angola	Antigua & Barbuda	Arabie Saoudite
Bahreïn	Bangladesh	La Barbade	Belize	Bénin
Bhoutan	Botswana	Brunei	Cameroun	Comores
Cook (Îles) (associé à la Nouvelle-Zélande)	Djibouti	Dominique	Émirats arabes unis	Erythrée
Ethiopie	Gambie	Gaza (Autorité palestinienne)	Ghana	Grenade
Guinée	Guinée-Bissau	Guyana	Inde	Iran
Jamaïque	Kenya	Kiribati	Koweït	Lesotho
Liban	Libéria	Libye	Malaisie	Malawi
Maldives	Maroc	Maurice	Mauritanie	Mozambique
Myanmar/Birmanie	Namibie	Nauru	Népal	Nigeria
Niue (associé à la Nouvelle-Zélande)	Oman	Ouganda	Ouzbékistan	Pakistan
Palau	Panama	Papouasie - Nouvelle-Guinée	Qatar	St-Christophe-et-Niévès
Ste-Lucie	St-Vincent-&-les-Grenadines	Sao Tomé-&-Princ.	Sénégal	Seychelles
Sierra Leone	Singapour	Salomon (Îles)	Somalie	Sri Lanka
Soudan	Swaziland	Syrie	Tanzanie	Togo
Tokelau (associé à la Nouvelle-Zélande)	Tonga	Trinité-&-Tobago	Tunisie	République turque de Chypre du Nord
Turkménistan	Tuvalu	Samoa occidentales	Yémen	Zambie
Zimbabwe				

Actes homosexuels passibles de la peine de mort

Arabie Saoudite	Émirats arabes unis	Iran	Mauritanie	Nigeria ¹²¹
Soudan	Yémen			

Actes homosexuels non illégaux en tant que tels, mais pas entièrement légaux non plus

(Voir le chapitre sur chaque pays supra. pour plus d'information)

Burkina Faso	Costa Rica	R. D. Congo	Égypte	Indonésie
Irak	Niger			

Statut légal des actes homosexuels inconnu

Tchad

Interdiction de la discrimination professionnelle sur la base de l'orientation sexuelle

Afrique du Sud (1995)	Allemagne (2006)	Andorre (2005)	Autriche (2004)	Belgique (2003)
Bosnie-Herz. (2003)	Bulgarie (2004)	Canada (1996)	Chypre (2004)	Colombie (2007)
Costa Rica (1998)	Croatie (2003)	Danemark (1996)	Espagne (1996)	Estonie (2004)
Finlande (1995)	France (1985)	Géorgie (2006)	Grèce (2005)	Hongrie (2004)
Irlande (1999)	Israël (1992)	Italie (2003)	Kosovo (2004)	Lettonie (2006)
Lituanie (2003)	Luxembourg (1997)	Malte (2004)	Mexique (2003)	Mozambique (2007)
Nicaragua (2008)	Norvège (1998)	Nouvelle-Zélande (1994)	Pays-Bas (1992)	Pologne (2004)
Portugal (2003)	Roumanie (2000)	Royaume-Uni (2003) ¹²²	Serbie (2005)	Slovaquie (2004)
Slovénie (1998)	Suède (1999)	Taiwan (2007)	Tchèque (Rép.) (2001)	Venezuela (1999)

Australie: Territoire de la capitale (1992), Nouvelle-Galles du Sud (1983), Territoire du Nord (1993), Queensland (1992), Australie méridionale (1986), Tasmanie (1999), Victoria (1996), Australie Occidentale (2002)

Bésil: Bahia (1997), District fédéral (2000), Minas Gerais (2002), Paraíba (2003), Rio de Janeiro (2001), Rio Grande do Sul (2002), Santa Catarina (2003), Sao Paulo (2001)

Etats-Unis: Californie (1993), Colorado (2007), Connecticut (1991), District de Columbia (1973), Hawaï (1992), Illinois (2006), Iowa (2007), Maine (2005), Maryland (2001), Massachusetts (1990), Minnesota (1993), Nevada (1999), New Hampshire (1998), New Jersey (1992), Nouveau-Mexique (2003), New York (2003), Oregon (2008), Rhode Island (1995), Vermont (1992), Washington (2006), Wisconsin (1982)

Une telle discrimination est également interdite par nombre de villes d'autres Etats des Etats-Unis, ainsi que par des villes argentines, boliviennes et japonaises.

Interdiction de la discrimination professionnelle fondée sur l'identité de genre

Allemagne (2006)   Finlande (2005)   Royaume-Uni (1999)¹²³

Australie: Queensland (2003), Victoria (2000), tous les autres Etats interdisent la discrimination fondée sur la transsexualité.

Canada: Territoires du Nord-Ouest (2004)

Etats-Unis: Californie (2004), Colorado (2007), District de Columbia (2006), Illinois (2006), Iowa (2007), Maine (2005), Minnesota (1993), New Jersey (2007), Nouveau-Mexique (2003), Oregon (2008), Rhode Island (2001), Vermont (2007), Washington (2006)

Interdiction constitutionnelle de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle

Afrique du Sud (1997)   Canada (1998)   Équateur (1998)   Fidji (1997)   Portugal (2004)

Suède (2003)   Suisse (2000)

Brazil: Alagoas (1989), District fédéral, Mato Grosso (1989), Pará (2006), Santa Catarina (2002), Sergipe (1989)

Crimes de haine commis en raison de l'orientation sexuelle considérés comme une circonstance aggravante

Andorre (2005)   Belgique (2003)   Canada (1996)   Croatie (2006)   Espagne (1996)

Estonie (2006)   France (2003)   Lituanie (2003)   Luxembourg (1997)   Nicaragua (2008)

Nouvelle-Zélande (2002)   Pays-Bas (1992)   Porto Rico (2005)   Portugal (2007)   Royaume-Uni (2005)¹²⁴

Suède (2002)   Uruguay (2003)

Etats-Unis : Arizona (1995), Californie (1988), Colorado (2005), Connecticut (1987), Delaware (1997), District de Columbia (1990), Floride (1991), Hawaï (2001), Illinois (1991), Iowa (1990), Kansas (2002), Kentucky (1998), Louisiane (1997), Maine (1995), Maryland (2005), Massachusetts (1996), Minnesota (1989), Missouri (1999), Nebraska (1997), Nevada (1989), New Hampshire (1991), New Jersey (1990), New York (2000), Nouveau-Mexique (2003), Oregon (1990), Rhode Island (1998), Tennessee (2000), Texas (2001), Vermont (1990), Washington (1993), Wisconsin (1988)

Crimes de haine commis en raison de l'identité de genre considérés comme une circonstance aggravante

Etats-Unis : Californie (1999), Colorado (2005), Connecticut (2004), District de Columbia (1990), Hawaï (2003), Maryland (2005), Missouri (1999), Nouveau-Mexique (2003), Vermont (1999)

Mariage ouvert aux couples de même sexe

Afrique du Sud (2006) Belgique (2003) Canada (2005) Espagne (2005) Pays-Bas (2001)

Etats-Unis : Massachusetts (2004)

Loi sur les partenariats enregistrés offrant aux partenaires de même sexe la plupart des droits du mariage

Allemagne (2001) Danemark (1989) Finlande (2002) Islande (1996) Norvège (1993)
Nouvelle-Zélande (2005) Royaume-Uni (2005) Suède (1995) Suisse (2007)

Australie: Tasmanie (2004)

Etats-Unis: Californie (2000), Connecticut (2004), New Hampshire (2008), New Jersey (2007), Oregon (2008), Vermont (2000), Washington (2007)

Loi sur les partenariats enregistrés offrant aux partenaires de même sexe certains des droits du mariage

Andorre (2005) France (1999) Luxembourg (2004) Slovaquie (2006) Tchéquie (Rép.) (2006)
Uruguay (2008)

Argentine: Buenos Aires (2003)

Mexique: Coahuila (2007), District fédéral (2007)

Etats-Unis : District de Columbia (1992), Hawaï (1997), Maine (2004) ainsi qu'environ 100 municipalités locales.

Loi ou jurisprudence offrant aux partenaires de même sexe quelques uns ou certains des droits du mariage, sans l'enregistrement

Autriche (2003) Colombie (2007/2008) Croatie (2003) Hongrie (1996) Israël (1994-)
Portugal (2001)

Australie: Territoire de la capitale (1994), Nouvelle Galles du Sud (2002), Île de Norfolk (2006), Territoire du Nord (2004), Queensland (1999, 2002), Australie méridionale (2007), Victoria (2001), Australie occidentale (2002)

Adoption conjointe pour les couples de même sexe

Afrique du Sud (2002)   Andorre (2005)   Belgique (2006)   Islande (2006)   Israël (2008)
Pays-Bas (2001)   Royaume-Uni (2005)¹²⁵   Suède (2003)

Australie: Territoire de la capitale (2004), Australie occidentale (2002)

Canada: Colombie britannique (1996), Manitoba (2002), Nouveau-Brunswick (2008), Terre-Neuve et Labrador (2003), Ontario (2000), Québec (1999), Saskatchewan (2001),

Etats-Unis : L'adoption conjointe pour les couples de même sexe est interdite en Floride, dans le Mississippi et en Utah. Les autres Etats autorisent les personnes LGBT à adopter à titre individuel, et certains d'entre eux autorisent également l'adoption par les couples de même sexe.

Loi spécifique sur la reconnaissance de genre après un traitement de réassignation de genre

Afrique du Sud (2004)   Allemagne (1981)   Belgique (2007)   Espagne (2007)   Finlande (2003)
Italie (1982)   Japon (2004)   Nouvelle-Zélande (1995)   Pays-Bas (1985)   Roumanie (1996)
Royaume-Uni (2005)   Suède (1972)   Turquie (1988)

Australie: Territoire de la capitale (1998), Nouvelle Galles du Sud (1996), Territoire du Nord (1997), Queensland (2003), Australie méridionale (1988), Tasmanie (1999), Victoria (2005), Australie occidentale (2001)

En outre, de nombreux autres pays, dont les Etats-Unis, le Canada et la plupart des pays européens, reconnaissent le « nouveau » genre après traitement de réassignation de genre au travers de la législation générale ou de la jurisprudence.

Sources

Katuala-Kaba Kashala, *Code pénal zairois annoté*, Kinshasa: Éditions Asyst, 1995, 139 p.

Thompson, Bankole, *The criminal law of Sierra Leone*, Lanham, Md.: University Press of America, c1999, xxii, 339 p., ISBN: 0761812989 / "*Le code criminel en Sierra Leone*"

Ganzglass, Martin R, 1971, *The Penal Code of the Somali Democratic Republic*. New Brunswick/New Jersey: Rutgers University Press. 644 p., ISBN 0-8135-0667-0

Schmitt, Arno & Sofer, Jehoeda, 1992, *Sexuality and Eroticism Among Males in Moslem Societies*. Binghamton: Harrington Park Press. ISBN 0-918393-91-4

Sites Internet

1Cover - Travel Advice for Guinea-Bissau - Conseils de voyage en Guinée-Bissau
<http://www.1cover.co.uk/travel-insurance/Guinea-Bissau> (Consulté le 27 juin 2006)

A Writ Petition Submitted to The Supreme Court asking to ban open homosexual activities -
Requête Judiciaire soumise à la Cour Suprême demandant l'interdiction des activités homosexuelles affichées -
<http://www.ilga.org/> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 13 avril 2006)

Amnesty International - 2003 Report on Republic of Maldives - 2003 Rapport sur la République des Maldives -
<http://web.amnesty.org/library/Index/ENGASA290022003> (Consulté le 6 avril 2006)

Are gays in Syria that correspond with GayMiddleEast.com being threatened? -
Les homosexuels de Syrie qui correspondent avec GayMiddleEast.com sont-ils menacés? -
<http://www.gaymiddleeast.com/news/article20.htm> (Consulté le 14 avril 2006)

Belize Criminal Code (Revised Edition 2003) -
Code pénal de Belize (Édition révisée de 2003) -
<http://www.belizelaw.org/lawadmin/PDF%20files/cap101.pdf> (Consulté le 16 avril 2006)

British Privy Council Meeting of 13 December 2000 -
Réunion du Conseil Privé Britannique du 13 décembre 2000 -
http://www.privacy-council.org.uk/files/pdf/001213_orders_in_council.pdf (Consulté le 13 avril 2006)

Chapter 08:01 PENAL CODE - Code pénal, Chapitre 08:01
www.laws.gov.bw/Docs/Principal/Volume2/Chapter8/Chpt8-01%20Penal%20Code.pdf
(Consulté le 10 mai 2006)

Code pénal
<http://www.isdc.ch/acceslibre/Archives/CPMauritanie.pdf> (Consulté le 5 septembre 2006)

Code pénal (Algérie) -
<http://www.lexalgeria.net/penal.htm> (Consulté le 7 avril 2006)

Code pénal (Rwanda) -
[http://www.minijust.gov.rw/Pdf/Code%20Penal%20\(version%20finale%20en%20fran%20E7ais\).pdf](http://www.minijust.gov.rw/Pdf/Code%20Penal%20(version%20finale%20en%20fran%20E7ais).pdf)
(Consulté le 1 novembre 2006)

Code pénal (Togo) -
<http://www.togoforum.com/Societe/DS/DROIT/codepen.htm> (Consulté le 7 avril 2006)

Code pénal (Tunisie) -
<http://www.jurisetetunisie.com/tunisie/codes/cp/menu.html> (Consulté le 7 avril 2006)

Codigo Penal (Mozambique) - Code pénal (Mozambique)
<http://www.utrel.gov.mz/IndexAssunto.htm> (Choisir Codigo Penal) (Consulté le 30 juin 2006)

Código Penal (Nicaragua) - Code pénal (Nicaragua)
http://www.unifr.ch/derechopenal/legislacion/ni/cp_nicaragua.htm (Consulté le 7 avril 2006)

Código penal de Costa Rica, Ley N° 4573 y sus reformas, del 4 de marzo de 1970 -
Code pénal du Costa Rica, Loi n° 4573 et ses réformes, du 4 mars 1970 -
<http://www.unifr.ch/derechopenal/legislacion/cr/cpcridx.htm> (Consulté le 7 juillet 2006)

Consultation Paper, Malawi Law Commission -
Journal de Consultation, Commission des Lois du Malawi -
<http://www.lawcom.mw/docs/consultationpaper.pdf> (Consulté le 13 avril 2006)

Country Reports on Human Rights Practices 2005 - Laos, US Department of State -
Rapports par pays sur les pratiques en matière de droits de l'homme - Laos, Département d'État des États-Unis d'Amérique. -
<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2004/41648.htm> (Consulté le 18 août 2006)

Country Reports on Human Rights Practices 2005 - Maldives, US Department of State -

Rapports par pays sur les pratiques en matière de Droits de l'Homme - Maldives, Département d'État des États-Unis d'Amérique. -
<http://www.glaa.org/archive/2006/CountryReports2005.shtml> (Consulté le 29 juin 2006)

Crimes Act 1969 (Cook Islands) - Loi criminelle de 1969 (Îles Cook)
http://www.paclii.org/ck/legis/num_act/ca196982/ (Consulté le 9 avril 2006)

Criminal Code, 1960 (act 29) - Code Criminel, 1960 (Loi 29)
<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home/opendoc.pdf?tbl=RSDLÉGAL&id=44bf823a4> (Consulté le 22 novembre 2006)

Criminal Code 1974 (Papua New Guinea) - Code pénal de 1974 (Papouasie-Nouvelle-Guinée)
http://www.paclii.org/pg/legis/consol_act/cc197494/ (Consulté le 9 avril 2006)

Criminal Code (Saint Lucia) - Code pénal (Sainte-Lucie) -
<http://www.rslpf.com/site/criminal%20code%202004.pdf> (Consulté le 13 avril 2006)

Criminal Code of 2003 (Armenia) - Code pénal de 2003 (Arménie)
<http://www.armlawreview.org/Légal/Criminal%20Code.zip> (Consulté le 13 avril 2006)

Criminal Code [Title 31 Cap 1] Marshall Islands - Code pénal [Titre 31 Sous-titre 1] Îles Marshall
http://www.paclii.org/mh/legis/consol_act/cc94/ (Consulté le 9 avril 2006)

Criminal Code of the Federal Republic of Ethiopia, 2004 - Code pénal de la République fédérale d'Éthiopie, 2004 -
<http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/70993/75092/F1429731028/ETH70993.pdf>
(Consulté le 22 juin 2006)

Criminal Code of Mongolia, Revised 2002 - Code pénal de Mongolie, Révision 2002 -
<http://www.unhcr.org/> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 7 avril 2006)

Criminal Code of the Republic of Turkmenistan (in Russian) - Code pénal de la République du Turkménistan (en russe)
<http://www.legislationline.org/upload/legislations/b5/a0/69527a67bbb1f854718b09b09a0b.htm>
(Consulté le 7 avril 2006)

Criminal Code of the Republic of Uzbekistan - Code pénal de la République d'Ouzbékistan -
<http://www.legislationline.org/upload/legislations/34/fc/a45cbf3cc66c17f04420786aa164.htm>
(Consulté le 7 avril 2006)

Criminal Law (Codification and Reform) Act [Chapter 9:23] Act 23/2004 (Zimbabwe) -
Code pénal (Codification et Reforme) Loi [Chapitre 9:23] Loi 23/2004 (Zimbabwe) -
http://www.kubatana.net/docs/legisl/criminal_law_code_050603.pdf (Consulté le 7 avril 2006)

The Crown Prince of Qatar should be stoned to death for being gay, Qatar News Report 2002-05 -
Le Prince Héritier du Qatar devrait être lapidé à mort pour être homosexuel, Journal du Qatar 2002-05 -
<http://www.globalgayz.com/qatar-news.html> (Consulté le 14 avril 2006)

Death squads targeting gays in Iraq - Des escadrons de la mort ciblent des homosexuels en Irak -
<http://www.advocate.com/> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 7 juillet 2006)

Gaykenya.com - "Loi sur les crimes sexuels / Loi publiée au Journal officiel"
<http://www.gaykenya.com> (Choisir l'article "THE SEXUAL OFFENSES BILL/LAW GAZETTED")
(Consulté le 12 septembre 2006)

Gays, Lesbians, and Bisexuals in Botswana - Homosexuels, lesbiennes et Bisexuels au Botswana -
Homophobie d'État - Mai 2008

http://www.ditshwanelo.org/bw/index/Other/Gay_Rights.htm (Consulté le 14 avril 2006)

Gays mobilise against reported Somali death sentence - Les homosexuels se mobilisent contre une sentence de mort rapportée en Somalie -

http://www.afrol.com/News2001/som004_lesbians_sentenced3.htm (Consulté le 13 avril 2006)

German Bundestag; Printed Paper 16/3597 - Diète fédérale allemande, document 16/3597

http://www.volkerbeck.de/cms/files/16_3597_minor_interpellation.pdf (Consulté le 12 avril 2007)

Guinea-Bissau Travel Tips & Advice - Trucs et conseils de voyage en Guinée-Bissau -

<http://www.iexplore.com/dmap/Guinea-Bissau/Do's+and+Don'ts> (Consulté le 27 juin 2006)

The Hospital for Tropical Diseases Online Shop - Country Profile; Djibouti - La boutique en ligne de l'Hôpital pour les maladies tropicales - Profil Pays: Djibouti -

<http://www.thehtd.org> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 27 juin 2006)

The Hospital for Tropical Diseases Online Shop - Country Profile; Guinea-Bissau - La boutique en ligne de l'Hôpital pour les maladies tropicales - Profil Pays: Guinée-Bissau -

www.thehtd.org/travel/destination.asp?DocID=79 (Accessed June 27, 2006)

Human Rights and Legal Position of Palestinian "Collaborators" - Droits de l'Homme et Position légale des "collaborateurs" palestiniens -

<http://www.phrmg.org/monitor2001/jul2001.htm> (Consulté le 23 août 2006)

ILGA Africa 2000 Report - Rapport Afrique 2000 de l'ILGA

http://www.afrol.com/html/archive/documents/ilga_2000.htm (Consulté le 30 juin 2006)

Indian Penal Code, 1860 - Code pénal indien, 1860

<http://indiacode.nic.in/fullact1.asp?tfnm=186045> (Consulté le 7 avril 2006)

International Covenant on Civil and Political Rights - Pacte International sur les Droits Civils et Politiques -

[http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/a82535075c74ab54c1256bd0003080d4/\\$FILE/0059218e.pdf](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/a82535075c74ab54c1256bd0003080d4/$FILE/0059218e.pdf) (Consulté le 11 août 2006)

International Labour Organization; NATLEX - Organisation Internationale du Travail; NATLEX -

http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.byCountry?p_lang=en (Consulté le 9 avril 2006)

International Labour Organization; NATLEX - Organisation Internationale du Travail; NATLEX - Qatar -

http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.details?p_lang=en&p_country=QAT&p_classification=01.04&p_origin=COUNTRY&p_sortby=SORTBY_COUNTRY (Consulté le 14 avril 2006)

Iraq: Sexual Orientation, Human Rights and the Law - Irak: Orientation Sexuelle, Droits de l'Homme et la Loi -

<http://www.sodomylaws.org/world/iraq/iqnews003.htm> (Consulté le 13 avril 2006)

Iraqi Penal Code of 1969 - Code Pénal Irakien de 1969 -

<http://iraq-ist.org/en/docs/IraqiPenalCodeof1969.doc> (Consulté le 12 avril 2006)

Islamic Penal Code of Iran - Code Pénal Islamique d'Iran -

<http://www.freedomhouse.org/religion/country/Iran/Iranian%20Penal%20Code1.pdf> (Consulté le 4 avril 2006)

Laws of Brunei; Penal Code - Lois du Sultanat de Brunei; Code Pénal -

<http://www.agc.gov.bn/pdf/Cap22.pdf> (Consulté le 8 avril 2006)

Laws of the Federation of Nigeria 1990; Criminal Code Act; Chapter 77 - Lois de la Fédération du Nigeria 1990; Code Criminel; Chapitre 77 - <http://www.nigeria-law.org/Criminal%20Code%20Act-Tables.htm> (Consulté le 8 avril 2006)

Laws of Fiji; Penal Code [Cap 17] - Lois des Îles Fidji; Code Pénal [Titre 17] - http://www.paclii.org/fj/legis/consol_act/pc66/ (Consulté le 9 avril 2006)

Laws of the Gilbert Islands; Penal Code [Cap 67] - Lois des Îles Gilbert; Code Pénal [Titre 67] - http://www.paclii.org/ki/legis/consol_act/pc66/ (Consulté le 9 avril 2006)

Laws of Guyana; Chapter 8:01; Criminal Law (Offences) Act - Lois du Guyana; Chapitre 8:01; Code Criminel (Infractions) - http://www.gina.gov.gy/gina_pub/laws/Laws/cap801.pdf (Consulté le 8 avril 2006)

Laws of Jamaica; The Offences against the Person Act - Lois de Jamaïque; Loi des Crimes contre la Personne - <http://www.moj.gov.jm/?q=law/view/327> (Consulté le 8 avril 2006)

Laws of Solomon Islands; Penal Code [Cap 26] - Lois des Îles Salomon; Code Pénal [Titre 26] - http://www.paclii.org/sb/legis/consol_act/pc66/ (Consulté le 9 avril 2006)

Laws of Sri Lanka; Chapter 22; Penal Code - Lois du Sri Lanka; Chapitre 22; Code Pénal - <http://www.lawnet.lk/deh/pdf/ch25.pdf> (Consulté le 8 avril 2006)

Laws of Tonga; Criminal Offences [Cap 18] - Lois des Îles Tonga; Infractions Criminelles [Titre 18] - http://www.paclii.org/to/legis/consol_act/co136/ (Consulté le 9 avril 2006)

Laws of Tuvalu; Penal Code [Cap 8] - Lois de Tuvalu; Code Pénal [Titre 8] - http://www.paclii.org/tv/legis/consol_act/pc66/ (Consulté le 9 avril 2006)

Laws of Western Samoa; Crimes Ordinance 1961 - Lois des Samoa Occidentales; Ordonnance Criminelle 1961 - http://www.paclii.org/ws/legis/consol_act/co1961135/ (Consulté le 9 avril 2006)

Ley Núm. 149 de 18 de Junio de 2004 - Código Penal del Estado Libre Asociado de Puerto Rico - Loi n° 149 du 18 juin 2004 - Code Pénal de l'État Libre Associé de Porto Rico - http://www.unifr.ch/derechopenal/legislacion/pr/CP_puertorico04.pdf (Consulté le 7 avril 2006)

LOI DE BASE N° 65-60 DU 21 JUILLET 1965 PORTANT CODE PENAL - <http://www.justice.gouv.sn/droitp/CODE%20PENAL.PDF> (Consulté le 5 septembre 2006)

LOI N ° 98/036 du 31 Décembre 1988 PORTANT CODE PÉNAL - <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/rsd/rsddocview.pdf?tbl=RSDLÉGAL&id=44a3eb9a4> (Consulté le 22 novembre 2006)

Myanmar Penal Code - Code Pénal du Myanmar - <http://www.blc-burma.org/html/Myanmar%20Penal%20Code/mpc.html> (Consulté le 8 avril 2006)

Nauru - Legislation - Index of Written Laws - Nauru - Législation - Index des Lois - http://www.vanuatu.usp.ac.fj/library/Paclaw/Nauru/Indices/Nauru_laws.html (Consulté le 18 juillet 2006)

Naz Foundation International; Briefing Paper No. 7 - Fondation Internationale Naz; Journal n° 7 - http://www.nfi.net/NFI_Publications/NFI_Briefing_Papers/social_justice.doc (Consulté le 29 juin 2006)

Nazis and Nazi Collaborators -Punishment- Law- 5710-1950- Nazis et Collaborateurs Nazis - Puniton - Loi 5710-1950 -

http://www.israel-mfa.gov.il/MFA/MFArchive/1950_1959/Nazis%20and%20Nazi%20Collaborators%20-Punishment-%20Law-%20571 (Consulté le 23 août 2006)

Niue Act 1966 - Loi de Niue 1966 -
http://www.vanuatu.usp.ac.fj/pacific%20law%20materials/New_Zealand_legislation/NZ_Niue.html
(Consulté le 1 septembre 2006)

Novo Código Penal entra em vigor em Cabo Verde - Nouveau Code Pénal entré en vigueur au Cap Vert -
<http://www.panapress.com/freenewspor.asp?code=por011380&dte=02/07/2004> (Consulté le 14 avril 2006)

Offences against the Person Act 1861 - Loi sur les Infractions contre les personnes 1861 -
<http://www.swarb.co.uk/acts/1861OffencesAgainstThePersonAct.shtml> (Consulté le 5 septembre 2006)

Pakistan Penal Code (XLV of 1860) - Code Pénal du Pakistan (XLV de 1860) -
<http://www.unhcr.org/> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 18 avril 2006)

Papua New Guinea Law Reports - Rapports des Lois de Papouasie Nouvelle Guinée -
<http://www.paclii.org/> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 18 juillet 2006)

Penal Code 1991 (Sudan) - Code Pénal 1991 (Soudan)
http://www.ecoi.net/pub/sb106_sud-criminalact1991.rtf (Consulté le 8 avril 2006)

Penal Code (Act No. 574) (Malaysia) - Code Pénal (Loi n° 574) (Malaisie)
<http://www.unhcr.org/> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 8 avril 2006)

Penal Code of Afghanistan - Code Pénal d'Afghanistan -
[http://www.idlo.org/AfghanLaws/Afghan%20Laws/CD%20Laws%201921%20-%20to%20date%20in%20English/Afghan%20Laws%20in%20English%20\(and%20other%20languages\)/Penal%20Code%201976.pdf](http://www.idlo.org/AfghanLaws/Afghan%20Laws/CD%20Laws%201921%20-%20to%20date%20in%20English/Afghan%20Laws%20in%20English%20(and%20other%20languages)/Penal%20Code%201976.pdf) (Consulté le 4 avril 2006)

Penal Code of Bhutan (2004) - Code Pénal du Bhoutan (2004) -
<http://www.judiciary.gov.bt/html/act/PENAL%20CODE.pdf> (Consulté le 8 avril 2006)

The Penal Code of Ethiopia of 1957 - Le Code Pénal d'Éthiopie de 1957 -
<http://mail.mu.edu.et/~ethiopia/laws/criminalcode/criminalcodepage.htm> (Consulté le 7 juillet 2006)

Penal Code of Indonesia (last amended 1999) - Code Pénal d'Indonésie (dernier amendement 1999) -
<http://www.unhcr.org/> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 12 juillet 2006)

The Penal Code Act (Uganda)
http://www.ugandaonlinelawlibrary.com/files/free/The_Penal_Code_Act.pdf (Accessed January 6, 2007)

Penal Code (Chapter 224) (Singapore) - Code Pénal (Chapitre 24) (Singapour) -
http://statutes.agc.gov.sg/non_version/cgi-bin/cgi_retrieve.pl?actno=REVED-224&doctitle=PENAL%20CODE&date=latest&method=part (Consulté le 8 avril 2006)

Relatório sobre os Direitos Humanos - 2005 - Angola, Embassy of the United States of America in Luanda, Angola - Rapport sur les Droits de l'Homme - 2005 - Angola, Ambassade des É.U.A. à Luanda, Angola -
<http://luanda.usembassy.gov/wwwdireitoshumanos05.html> (Consulté le 27 juin 2006)

Report Parliamentary Criminal Justice Committee - Rapport Parlementaire du Comité de Justice Criminelle -
http://www.queerradio.org/PCJC_law_reform_report_October_1990.pdf (Consulté le 14 avril 2006)

São Tomé and Principe: Oil and tourism threaten to treble rate of HIV infect in five years - São Tomé et Principe: Le pétrole et le tourisme menacés par le triplement des infections par le HIV en cinq ans -
<http://www.irinnews.org> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 28 juin 2006)

Sexual Offences Act 1992 - Loi contre les Crimes Sexuels 1992 -
<http://www.caricomlaw.org/docs/Sexual%20Offences.pdf> (Consulté le 20 septembre 2006)

Sexual Offences Act, 1995 (Antigua and Barbuda) - Loi contre les Crimes Sexuels, 1995 (Antigua et Barbuda) -
<http://www.laws.gov.ag/acts/1995/a1995-9.pdf> (Consulté le 29 juin 2006)

Sexual Offences (Amendment) Act 2000 (Trinidad and Tobago) - Loi contre les Crimes Sexuels (Amendement), 2000 (Trinidad et Tobago)
<http://www.ttparliament.org/bills/acts/2000/a2000-31.pdf> (Consulté le 8 avril 2006)

Sexual Offences Laws, Interpol - Lois contre les Crimes Sexuels, Interpol -
<http://www.interpol.int/Public/Children/SexualAbuse/NationalLaws/Default.asp> (Consulté le 7 avril 2006)

Sexual Offences Special Provisions Act, 1998 (Tanzania) - Loi contre les Crimes Sexuels, Dispositions Spéciales, 1998 (Tanzanie)
<http://www.parliament.go.tz/Polis/PAMS/Docs/4-1998.pdf> (Consulté le 9 avril 2006)

SOCIÉTÉ - Un monde parallèle dont le dossier n'a jamais été ouvert, Les homosexuels au Liban, solitude et vie en marge -
<http://www.glas.org/ahbab/Articles/orient.htm> (Consulté le 8 avril 2006)

Special Report: Indonesia - Exchanging Pluralism for an Islamist State - Rapport spécial: Indonésie - D'un Etat pluraliste à un Etat islamique
<http://www.westernresistance.com/blog/archives/002313.html> (Consulté le 12 juillet 2006)

Supreme Court of Israel - Cour suprême d'Israël -
<http://www.tau.ac.il/law/aevalgross/Danilowitz.htm> (Consulté le 23 août 2006)

Supreme Court of the United States; Slip Opinion; Lawrence v. Texas (Decision June 26, 2003) - Cour suprême des États-Unis ; Jugement avant publication; Lawrence contre État du Texas (Décision le 26 juin 2006) -
<http://www.supremecourtus.gov/opinions/02pdf/02-102.pdf> (Consulté le 24 avril 2006)

Swaziland Government warns homosexuals or sodomy are liable to imprisonment - Le Gouvernement du Swaziland rappelle que les actes homosexuels et la sodomie sont passibles d'une peine d'emprisonnement -
<http://www.africanveil.org/Swaziland.htm> (Consulté le 13 avril 2006)

Travel Advice for Djibouti - Australian Department of Foreign Affairs and Trade - Conseil de voyage pour Djibouti par le Département Australien des Affaires Étrangères et du Commerce -
<http://www.smarttraveller.gov.au/zw-cgi/view/Advice/Djibouti> (Consulté le 29 juin 2006)

The Unfizzled Sharia Vector in the Nigerian State - Le vecteur coriace de la Charia dans les États du Nigeria -
http://www.nigerdeltacongress.com/uarticles/unfizzled_sharia_vector_in_the_n.htm (Consulté le 13 avril 2006)

UNHCHR - Convention on the Rights of the Child - Convention des Droits de l'Enfant -
[http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/e4dd78c773fe4ef2c1257185002ec353/\\$FILE/G0642250.pdf](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/e4dd78c773fe4ef2c1257185002ec353/$FILE/G0642250.pdf) (Consulté le 13 juillet 2006)

HCRNU - Liberia: Information on the Treatment of Homosexuals, Persons with Mental Illness, Liberians of American Descent, and Criminal Deportees in Liberia - Liberia: Information sur le traitement des homosexuels, des personnes atteintes de maladies mentales, des Libériens d'origine américaine, et des criminels déportés au Liberia -
<http://www.unhcr.org> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 30 juin 2006)

HCRNU - Oman: The situation of homosexuals, including their Legal status, availability of state protection and acceptance by society - Oman: La Situation des homosexuels, incluant leur statut légal, la disponibilité de la protection par l'État et l'acceptation par la société -
<http://www.unhcr.org> (Tapez le titre dans le moteur de recherche) (Consulté le 29 juin 2006)

UNHCHR - Palau 'Rights of the Child' Report - Rapport « Droits de l'Enfant » de la République de Belau -
[http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/0/efca24d0b00ebe20c125696000493d9b/\\$FILE/G0041182.doc](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/0/efca24d0b00ebe20c125696000493d9b/$FILE/G0041182.doc) (Consulté le 9 avril 2006)

UNHCHR - Report on Egypt - Rapport sur l'Égypte -
<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/fda8c19f8d15755bc1256cf40033b7d9?Opendocument> (Consulté le 14 avril 2006)

UNHCR - Report on Republic of Yemen 'Yemen Country Information Bulletin 1/2004' - Rapport sur la République du Yémen « Bulletin d'information du Yémen 1/2004 » -
<http://www.unhcr.org/> (Tapez « Republic of Yemen » dans le moteur de recherche) (Consulté le 14 avril 2006)

Unspeakable love: author's blog - L'Amour dont on ne peut parler: Blog de l'auteur -
<http://www.al-bab.com/unspeakablelove/blog0605.htm> (Consulté le 13 juillet 2006)

World Legal Survey, International Lesbian and Gay Association (ILGA) - Enquête Juridique Mondiale, Association internationale Gay et Lesbienne (ILGA) -
http://www.ilga.info/Information/Légal_survey/ilga_world_Légal_survey%20introduction.htm (Consulté le 14 avril 2006)

World Policy Reports: Sexual Orientation and Human Rights in the Americas - Rapports de politique mondiale: Orientation sexuelle et droits de l'homme dans les Amériques -
http://www.asylumlaw.org/docs/sexualminorities/worldpolicyinstitute_americas_LGBTrights.pdf (Consulté le 4 avril 2006)

World Travel Guide - Guinea-Bissau Country Guide - Guide de voyage mondial - Guide de Guinée-Bissau -
http://www.worldtravelguide.net/country/general_information.ehtml?o=110 (Consulté le 27 juin 2006)

Zambian Laws: Volume 7 - Lois de Zambie: Volume 7 -
http://www.hurid.org.zm/downloads/Zambian_Laws/volume7.pdf (Consulté le 7 avril 2006)

Zamfara State of Nigeria - Shari'ah Penal Code Law - Zamfara État du Nigeria - Code pénal de la Charia -
<http://www.zamfaraonline.com/sharia/introduction.html> (Consulté le 13 avril 2006)

Zanzibar Gay Sex Ban Official -Bannissement des pratiques homosexuelles officielles à Zanzibar -
<http://www.sodomylaws.org/world/tanzania/tznews011.htm> (Consulté le 13 avril 2006)

Zanzibar wants harsher punishment for homosexuals - Zanzibar veut une punition plus sévère pour les homosexuels - <http://www.gmax.co.za/look04/03/24-zanzibar.html> (Consulté le 13 avril 2006)

Ce rapport rédigé par Daniel Ottosson et publié par l'ILGA est libre de tout droit pourvu que mention soit faite de l'auteur et de l'ILGA - International Lesbian and Gay Association / Association gay et lesbienne internationale.

Des versions informatique sous format Word de ce rapport sont disponibles pour être imprimés par des groupes ou organisations.

Nous tenons à remercier les nombreux volontaires qui ont traduit ce rapport en français, espagnol et portugais. Pour la version française :

Christophe Cardon, Franck Lecerf, Romain Muller, Patrick C.

Coordination du projet: Stephen Barris

Notes

- 1 Code pénal de l'Afghanistan.
- 2 Code pénal d'Algérie
- 3 Enquête juridique internationale de l'ILGA - Algérie
- 4 Rapport sur les droits humains - 2005 - Angola.
- 5 Loi sur les infractions sexuelles (The Sexual Offences Act) de 1995 (Antigua-et-Barbuda).
- 6 Schmitt/Sofer, 1992, p. 141.
- 7 Schmitt/Sofer, 1992, p. 141.
- 8 Lois sur les infractions sexuelles (Sexual Offences Law), Interpol - Bahreïn
- 9 Naz Foundation International ; dossier d'information (Briefing Paper) n° 7.
- 10 Loi sur les infractions sexuelles (Sexual Offences Act) de 1992.
- 11 Code pénal de Belize (édition révisée de 2003).
- 12 Enquête juridique internationale, Association Internationale Lesbienne et Gay (ILGA) - Bénin.
- 13 Code pénal du Bhoutan (2004).
- 14 Chapitre 08:01 du Code pénal.
- 15 Lois de Brunei ; Code pénal.
- 16 Enquête juridique internationale, Association Internationale Lesbienne et Gay (ILGA) -
Cameroun.
- 17 Loi pénale de 1969 (Îles Cook).
- 18 Katuala-Kaba Kashala, 1995.
- 19 Code pénal du Costa Rica, Loi n° 4573 et sa réforme du 4 mars 1970.
- 20 Chypre du Nord prévoit d'abolir la loi contre la sodomie.
- 21 Conseils aux voyageurs pour Djibouti - Ministère australien des affaires étrangères et du
commerce.
- 22 Boutique en ligne de l'hôpital pour les maladies tropicales- Fiche pays : Djibouti.
- 23 Loi sur les infractions sexuelles, Interpol - Djibouti.
- 24 Rapport politique mondial : orientation sexuelle et droits de l'homme aux Amériques
- 25 Rapport du HCRNU sur l'Égypte.
- 26 Diète fédérale allemande, document 16/3597, p. 29
- 27 Loi sur les infractions sexuelles, Interpol (Emirats arabes unis).
- 28 Code pénal d'Éthiopie de 1957.
- 29 Code pénal de la République fédérale démocratique d'Éthiopie.
- 30 Enquête juridique internationale, Association Internationale Lesbienne et Gay (ILGA) -
Gambie.
- 31 Enquête juridique internationale, Association Internationale Lesbienne et Gay (ILGA) - Gambie.
- 32 Loi sur le code pénal (amendement), 2005.
- 33 Avis de « collaborateurs » Palestiniens sur les Droits de l'homme et la Loi.
- 34 Cour Suprême d'Israël.
- 35 Schmitt/Sofer, 1992, p. 137-138.
- 36 Code Criminel Code, 1960 (Loi 29).
- 37 Rapport politique mondial : orientation sexuelle et droits de l'homme aux Amériques.
- 38 Loi n° 98/036 du 31 décembre 1988 portant code pénal.
- 39 Guide de voyage mondial - Guinée-Bissau Guide pays.
- 40 Boutique en ligne de l'hôpital pour les maladies tropicales - Fiche Pays; Guinée-Bissau.
- 41 Conseils pour voyager en Guinée-Bissau
- 42 Code pénal d'Inde, 1860.
- 43 Code pénal d'Indonésie (amendé en dernier lieu en 1999).
- 44 Code pénal d'Indonésie (amendé en dernier lieu en 1999).
- 45 Rapport spécial : Indonésie - D'un Etat pluraliste à un Etat islamique.
- 46 Code pénal d'Iran.
- 47 Code pénal d'Irak de 1969.
- 48 Escadrons de la mort visant les gays en Irak.
- 49 Lois de la Jamaïque, Loi relative aux infractions contre la personne..
Gaykenya.com.
- 50 Lois des Iles Gilbert Islands; Code pénal[Chap. 67].
- 51 Schmitt/Sofer, 1992, p. 138.
- 52 Diète fédérale allemande, rapport 16/3597, p. 15.

54	Asylumlaw.org.
55	Pacte international sur les droits civiques et politiques.
56	L'amour indicible: blog de l'auteur.
57	HCRNU - Libéria: Information relative au traitement des homosexuels, malades mentaux, Libériens de descendance américaine et déportés criminels au Libéria.
58	Code pénal (Loi n° 574) (Malaisie).
59	Document de consultation, Commission des Lois du Malawi.
60	Code pénal (Maldives)
61	Rapport par pays sur l'exercice des droits de l'homme 2005 - Maldives, Département d'Etat des Etats Unis d'Amérique.
62	Amnesty International - Rapport 2003 sur la République des Maldives.
63	Code pénal (Mauritanie).
64	Enquête juridique internationale, Association Internationale Lesbienne et Gay (ILGA) - Ile Maurice.
65	Diète fédérale allemande, rapport 16/3597, p. 19
66	Code pénal (Mozambique).
67	Code pénal du Myanmar.
68	Enquête juridique internationale, Association Internationale Lesbienne et Gay (ILGA) - Namibie.
69	Nauru - Législation - Index Lois écrites.
70	Rapport sur les lois de Papouasie-Nouvelle-Guinée.
71	Pétition écrite soumise à la Cour Suprême demandant l'interdiction des activités homosexuelles visibles.
72	Diète fédérale allemande, rapport 16/3597, p. 20-21.
73	Lois de la Fédération du Nigeria 1990; Loi sur le Code pénal ; Chapitre 77.
74	Le facteur aggravant de la Charia au Nigeria.
75	Etat Zamfara du Nigeria - Loi de Charia portant Code pénal.
76	Loi sur Niue de 1966.
77	Loi portant Code pénal, Ouganda
78	Code pénal de la République d'Ouzbékistan.
79	Code pénal du Pakistan (XLV de 1860).
80	HCRNU Rapport sur les droits des enfants à Palau.
81	UNHCHR - Palau 'Rights of the Child' Report.
82	Diète fédérale allemande, rapport 16/3597, p. 23
83	Code pénal, 1974 (Papouasie-Nouvelle-Guinée).
84	Lois relatives aux infractions sexuelles, Interpol - Qatar.
85	Rapport politique mondial : orientation sexuelle et droits de l'homme aux Amériques
86	Americas. Lois relatives aux infractions sexuelles, Interpol - Saint-Christophe-et-Niévès.
87	Code pénal (Sainte-Lucie).
88	Rapport politique mondial : orientation sexuelle et droits de l'homme aux Amériques.
89	Lois des Îles Salomon; Code pénal [Chap. 26].
90	Lois des Samoa occidentales; Ordonnance relative aux crimes de 1961.
91	Sao Tomé-et-Principe: Le pétrole et le tourisme menace de tripler le taux d'infection par le VIH en 5 ans.
92	Enquête juridique internationale, Association Internationale Lesbienne et Gay (ILGA) - Sénégal.
93	Loi de base n° 65-60 du 21 juillet 1965 portant Code pénal.
94	Lois relatives aux infractions sexuelles, Interpol - Seychelles.
95	THOMPSON, Bankole, 1999.
96	Code pénal (Chapitre 224) (Singapour).
97	Ganzglass, 1971, p. 456-457.
98	Code pénal 1991 (Soudan).
99	Lois de Sri Lanka; Chapitre 22; Code pénal.
100	Lois relatives aux infractions sexuelles, Interpol - Sri Lanka.
101	Lois relatives aux infractions sexuelles, Interpol - Swaziland.
102	Etude juridique internationale ILGA - Swaziland.

---

103 Le gouvernement du Swaziland annonce que les homosexuels et ceux qui commettent la
sodomie sont passibles d'emprisonnement.

104 Diète fédérale allemande, rapport 16/3597, p. 27.

105 Dispositions spéciales de la Loi relative aux infractions sexuelles, 1998 (Tanzanie).

106 Interdiction officielle des relations homosexuelles à Zanzibar.

107 Zanzibar réclame une sanction aggravée pour les homosexuels.

108 Code pénal (Togo).

109 Loi sur Niue de 1966.

110 lois de Tonga; Infractions criminelles [Chap. 18].

111 Amendement à la loi relative aux infractions sexuelles 2000 (Trinité-et-Tobago).

112 Code pénal (Tunisie).

113 Code pénal de la République du Turkménistan.

114 lois de Tuvalu; Code pénal [Chap. 8].

115 Diète fédérale allemande, rapport 16/3597.

116 Lois zambiennes: Volume 7.

117 Loi pénale (Codification et Réforme) [Chapitre 9:23] Loi n°23/2004 (Zimbabwe).

118 Les actes homosexuels furent criminalisés en Allemagne de l'Ouest jusqu'en 1969, et en
Allemagne de l'Est en 1968.

119 Le 23 juin 2003, la Cour suprême a jugé que les lois contre la sodomie étaient illégales.
Auparavant, environ 30 Etats avaient décriminalisé les actes homosexuels, ainsi que les Samoa américaines
(1980), les Îles Vierges américaines, (1985), Guam (1978) et les Îles Mariannes du Nord (1983).

120 Décriminalisé en Angleterre et au Pays de Galles en 1967, en Ecosse en 1981, en Irlande du
Nord en 1982, à Jersey en 1990, à Gibraltar en 1993, aux Bermudes en 1994, à Anguilla, aux Îles Vierges
britanniques, aux Îles Cayman, à Montserrat, aux Îles Turques et Caïques en 2001.

121 Les lois fondées sur la Charia ne sont appliquées que dans ces Etats. Voir l'article principal sur
le Nigeria.

122 Des lois similaires existent également à Gibraltar (2004) et dans l'île de Man (2007).

123 La loi ne couvre que la discrimination fondée sur la réassignation de genre, pas sur l'identité
de genre.

124 La loi ne s'applique qu'en Angleterre et au Pays de Galles.

125 La loi ne s'applique qu'en Angleterre et au Pays de Galles.